Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Article 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire n'est pas applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce formulaire rempli sera publié sur le site internet de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Date de réception: 11/12/2014
Dossier complet le: 11/12/2014
N° d'enregistrement: F-053-14-C-0113

1. Intitulé du projet

Réorganisation de la zone de mouillages et d'équipements légers de Buguélès
Demande de renouvellement d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime

2. Identification du maître d'ouvrage ou du pétitionnaire

2.1 Personne physique
Nom: 
Prénom: 

2.2 Personne morale
Dénomination ou raison sociale: Commune de PENVENAN
Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale: Monsieur DENIAU Michel, Maire de la Commune de PENVENAN
RCS / SIRET: 
Forme juridique: Collectivité territoriale

3. Rubrique(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant au projet

N° de rubrique et sous rubrique: 10-9
Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la rubrique: Zone de mouillages et d'équipements légers :
- Renouvellement de l'autorisation d'occupation du domaine public maritime (réorganisation des mouillages en conservant la superficie fixée par l'arrêté inter-préfectoral du 8 juillet 1997, soit 11 ha).

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet
Le projet prévoit:
- A superficie constante, le périmètre est décalé vers le Sud Est, afin d'exclure tous les récifs et blocs, une extension des mouillages groupés de Buguélès. Cette extension est conforme au schéma de mise en valeur de la Mer, approuvé par décret du Conseil d'État le 03 décembre 2007. Le dossier de présentation complet est joint en annexe.
- La régularisation des trois zones d'hivernage :
  La première correspond à la zone hivernage groupée de 5.12 ha, située à l'Ouest du périmètre. Les deux autres zones sont des sites historiques des misainiers et seront exclusivement réservées à ces derniers.
4.2 Objectifs du projet
Les objectifs du projet sont :
- de renouveler l'autorisation de l'installation;
- de procéder à une extension, à superficie d'occupation constante, soit 11 ha.
L'optimisation permettra de répondre aux demandes croissantes de mouillages d'une part et de supprimer les mouillages isolés "illégaux" et /ou offrir un emplacement aux anciens mouillages gérés par les services de l'État d'autre part;
- de régulariser la zone d'hivernage groupée (réservée aux utilisateurs de la zone de mouillages);
- de régulariser les deux zones d'hivernage historiques destinées exclusivement aux misainiers.
Le dossier complet de présentation est joint en annexe.

4.3 Décritsez sommairement le projet
4.3.1 dans sa phase de réalisation
L'extension se déroulera sur 10 ans.
La planification est décrite au chapitre C-5-1 du dossier joint en annexe.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation
L'exploitation actuelle est maintenue. La Commune exploitera la zone de mouillages groupés et les zones hivernages associées en régie.
4.4.1 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s) :

Le projet est soumis à :
* la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact ;
* l'évaluation d'incidence au titre de NATURA 2000 (partie D du dossier joint en annexe)
* l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public maritime.

4.4.2 Précisez ici pour quelle procédure d'autorisation ce formulaire est rempli

Le présent formulaire est rempli au titre de la procédure d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale (assiette) de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

<table>
<thead>
<tr>
<th>Grandeur caractéristiques</th>
<th>Valeur</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>11 ha</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le plan de délimitation du nouveau périmètre est joint au dossier. La superficie est constante au regard de l'arrêté de inter-préfectoral du 08 juillet 1997, soit 11 hectares.

4.6 Localisation du projet
Adresse et commune(s) d'implantation

Le projet est situé sur la Commune de PENVENAN

Coordonnées géographiques :
Long. 3° 17.37 W
Lat. 48° 48.44 N

Pour les rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° :

Point de départ :
Long. _° _' _" Lat. _° _' _"

Point d'arrivée :
Long. _° _' _" Lat. _° _' _"

Communes traversées :
Sans objet

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui [X] Non [ ]

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact ?

Oui [ ] Non [X]

4.7.2 Si oui, à quelle date a-t-il été autorisé ?

[ ]

4.8 Le projet s'inscrit-il dans un programme de travaux ?
Si oui, de quels projets se compose le programme ?

[ ]

Les travaux prévus ne concernent que la mise en place de corps-morts. Aucun travaux de déroctage n'est prévu.

1 Pour l'outre-mer, voir notice explicative
5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

5.1 Occupation des sols
Quel est l'usage actuel des sols sur le lieu de votre projet ?

L'occupation actuelle est une zone de mouillages.

Existe-t-il un ou plusieurs documents d'urbanisme (ensemble des documents d'urbanisme concernés) réglementant l'occupation des sols sur le lieu/tracé de votre projet ?

- [ ] Oui
- [x] Non

Si oui, intitulé et date d'approbation :
Précisez le ou les réglement(s) applicables à la zone du projet :

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de PENVENAN prévoit dans cette zone, l'installation de mouillages groupés. Il a été approuvé le 14 avril 2011.

Pour les rubriques 33° à 37°, le ou les documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

- [ ] Oui
- [ ] Non

5.2 Enjeux environnementaux dans la zone d'implantation envisagée :
Complétez le tableau suivant, par tous moyens utiles, notamment à partir des informations disponibles sur le site internet http://www.developpement-durable.gouv.fr/etude-impact

<table>
<thead>
<tr>
<th>Le projet se situe-t-il :</th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>Lequel/Laquelle ?</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>dans une zone naturelle d'intérêt écologique, touristique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ou couverte par un arrêté de protection de la biodiversité ?</td>
<td>[x]</td>
<td>[ ]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>en zone de montagne ?</td>
<td>[x]</td>
<td>[ ]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>sur le territoire d'une commune littorale ?</td>
<td>[ ]</td>
<td>[x]</td>
<td>La Commune de PENVENAN est résolument tournée vers la mer. Son littoral présente une variété de plages, falaises, cordons de galets et tout un chapelet d'îles et d'îlots faisant de cette façade maritime un joyau de la côte ouest du pays Trégor-Goelo, prémices de la côte de granit rose.</td>
</tr>
<tr>
<td>dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (régionale ou nationale) ou un parc naturel régional ?</td>
<td>[ ]</td>
<td>[x]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>sur un terrain couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?</td>
<td>[ ]</td>
<td>[x]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Question</td>
<td>Oui</td>
<td>Non</td>
<td>Lequel et à quelle distance ?</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------------------------------------------------------</td>
<td>-----</td>
<td>-----</td>
<td>-------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ?</td>
<td>x</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</td>
<td></td>
<td>x</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou par un plan de prévention des risques technologiques ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dans un site ou sur des sols pollués ?</td>
<td></td>
<td>x</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dans une zone de répartition des eaux ?</td>
<td></td>
<td>x</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?</td>
<td></td>
<td>x</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>dans un site inscrit ou classé ?</td>
<td>x</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>d'un site Natura 2000 ?</td>
<td>x</td>
<td></td>
<td>La zone de mouillages est située dans un site Natura 2000.</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>- ZSC - Trégor-Goëlo n° FR5300010;</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>- ZPS - Trégor-Goëlo n° FR5310070.</td>
</tr>
<tr>
<td>d'un monument historique ou d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ?</td>
<td></td>
<td>x</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### 6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

#### 6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Domaines de l'environnement</th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Ressources</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>engendre-t-il des prélèvements d'eau ?</td>
<td>□</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?</td>
<td>□</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>est-il excédentaire en matériaux ?</td>
<td>□</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>est-il déficitaire en matériaux ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?</td>
<td>□</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Milieu naturel</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>est-il susceptible d'entrainer des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?</td>
<td>□</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>est-il susceptible d'avoir des incidences sur les zones à sensibilité particulière énumérées ou 5.2 du présent formulaire ?</td>
<td>□</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Risques et nuisances</td>
<td>Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------</td>
<td>---------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>---</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des risques technologiques ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Commodités de voisinage</td>
<td>Est-il concerné par des risques naturels ?</td>
<td>X</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des risques sanitaires ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des risques sanitaires ?</td>
<td>X</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il source de bruit ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des nuisances sonores ?</td>
<td>X</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des odeurs ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</td>
<td>X</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des vibrations ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des vibrations ?</td>
<td>X</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Pollutions</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>----------------</td>
<td>------------------</td>
<td>------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Engendre-t-il des rejets polluants dans l'air ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Engendre-t-il des rejets hydrauliques ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Si oui, dans quel milieu ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Engendre-t-il la production d'effluents ou de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Compte tenu de la typologie des bateaux présents sur le site (petites embarcations inférieures à 7 mètres), majoritairement non équipées de WC ou de lavabos intérieurs, l'émission d'effluents liquides, type eaux grises, eaux noires, est très faible, voire inexistant.**

<table>
<thead>
<tr>
<th><strong>Patrimoine / Cadre de vie / Population</strong></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme / aménagements) ?</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets connus ?
Oui [ ] Non [x] Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?
Oui [ ] Non [x] Si oui, décrivez lesquelles :

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une étude d'impact ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi :

Le projet présenté doit être dispensé d'étude d'impact.
Enfin, l'étude jointe en annexe démontre que l'incidence du projet est soit quasi nulle, soit faible et temporaire.
8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. L’annexe n°1 intitulée « informations nominatives relatives au maître d’ouvrage ou pétitionnaire » - non publiée ;</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Un plan de situation au 1/25 000 ou à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s’agir d’extraits cartographiques du document d’urbanisme s’il existe) ;</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Au minimum, 2 photographies datées de la zone d’implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l’une devant permettre de situer le projet dans l’environnement proche et l’autre de le situer dans le paysage lointain ;</td>
</tr>
<tr>
<td>4. Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42°, un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;</td>
</tr>
<tr>
<td>5. Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux rubriques 5° a), 6° b) et d), 8°, 10°, 18°, 28° a) et b), 32°, 41° et 42° : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l’affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d’eau et cours d’eau ;</td>
</tr>
</tbody>
</table>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d’ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes ou présent formulaires d’évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Un dossier de présentation est joint en annexe. Il comprend :</td>
</tr>
<tr>
<td>- A: Le périmètre de l’étude ;</td>
</tr>
<tr>
<td>- B: Caractéristiques de l’environnement ;</td>
</tr>
<tr>
<td>- C: Présentation du projet ;</td>
</tr>
<tr>
<td>- D: Incidences du projet ;</td>
</tr>
<tr>
<td>- E: Conclusions ;</td>
</tr>
<tr>
<td>- F: Annexes.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

9. Engagement et signature

Je certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements ci-dessus

Fait à PENVENAN  
le 11 décembre 2014

Le Maire,  
Michel DENIAU.

Signature
Réorganisation des zones de mouillages sur le secteur de Buguélès
Demande de renouvellement d’autorisation d’occupation temporaire du DPM

RAPPORT DE PRESENTATION
PENVENAN – secteur de Buguélès
A – Le périmètre d’étude……………………………………………………………………………..4

B – Caractéristiques de l’environnement……………………………………………………………7

1- Urbanisme, occupation du sol, et milieux terrestres naturels……………………………7
2- Les équipements terrestres existants à Buguélès et aux abords……………………………7
3- Les équipements maritimes dans l’environnement de la zone de Buguélès………………11

4- L’environnement physique………………………………………………………………………15
   4-1 Caractéristiques physiques du plan d’eau…………………………………………………15
   4-2 Contexte géologique et géomorphologique………………………………………………16
   4-3 Régime des vents………………………………………………………………………………17
   4-4 Marées et houles………………………………………………………………………………17
   4-5 Bathymétrie……………………………………………………………………………………17
   4-6 Le cadre sédimentaire………………………………………………………………………17

5- L’environnement naturel…………………………………………………………………………18
   5-1 Les mesures de protections existantes……………………………………………………18
      5-1-1. Sites inscrits et classés……………………………………………………………………18
      5-1-2. Espaces remarquables recensés au titre de la loi littorale…………………………18
      5-1-3. Espaces naturels sensibles………………………………………………………………20
      5-1-4. Réserves de chasses maritimes…………………………………………………………20
      5-1-5. Zonages au PLU……………………………………………………………………………20
   5-2 Les habitats naturels…………………………………………………………………………21
      5-2-1. ZNIEFF………………………………………………………………………………………21
      5-2-2. Natura 2000………………………………………………………………………………..21
      5-2-3. SMVM…………………………………………………………………………………….26
      5-2-4. Gestion Intégrée de la Zone Côtière……………………………………………………30
   5-3 Etat sanitaire des eaux…………………………………………………………………………31
      5-3-1. Directive cadre sur l’eau…………………………………………………………………31
      5-3-2. Qualité des eaux conchylicoles…………………………………………………………31
      5-3-3. Qualité des zones de pêche à pied………………………………………………………32
      5-3-4. Qualité des eaux de baignade……………………………………………………………33

C – Présentation du projet…………………………………………………………………………34

1- Mouillages groupés à Buguélès…………………………………………………………………34
2- Mouillages d’hivernage groupés au Bilo………………………………………………………36
3- Mouillages d’hivernage à Coz Castel……………………………………………………………38
4- Mouillages d’hivernage à l’Ile Istan…………………………………………………………….39
5- Evaluation des dépenses à engager……………………………………………………………..40
D – Incidences du projet………………………………………………………………………………41

1- Incidences sur les fonds marins……………………………………………………………………41

2- Incidences sur l’écoulement et la qualité de l’eau………………………………………………41

3- Incidences sur les milieux naturels terrestres………………………………………………42

4- Incidences sur la faune……………………………………………………………………………42

5- Incidences paysagères……………………………………………………………………………43

6- Incidences sur le site Natura 2000…………………………………………………………………45

E – Conclusion……………………………………………………………………………………………46

F - Annexes…………………………………………………………………………………………………47

Annexe 1 : règlement intérieur de la zone de mouillage de Buguélès…………………………47

Annexe 2 et 3 : résultat de l’étude IFREMER à Gouermel concernant les zones conchylicoles……57

Annexe 4 : arrêté inter-prefectoral du 8 juillet 1997………………………………………………58

Annexe 5 : plan de la zone de mouillage conforme à l’arrêté du 8 juillet 1997………………65

Annexe 6 : arrêté de prorogation du 27 novembre 2012…………………………………………66

Annexe 7 : Plan de la zone de mouillage actuelle à l’échelle 1250ème…………………………69

Annexe 8 : tarif 2013 de la zone de mouillage de Buguélès……………………………………70

Annexe 9 : Points GPS WGS84 de la zone de mouillage de Buguélès, et de la zone d’hivernage du Bilo………………………………………………………………………………74

Annexe 10 : synthèse des actions Gestion Intégrée de la Zone Côtière…………………………75
**A - PERIÎETRE DE L’ÉTUDE**

La commune de Penvenan est située au nord-ouest des Côtes d’Armor, à une douzaine de kilomètres à l’Est de Perros-Guirec. Sa population est d’environ 2700 habitants en hiver et triple quasiment en période estivale. La commune de Penvenan est résolument tournée vers la mer ; son littoral présente une variété de plages, falaises, cordons dunaïres, cordons de galets, et tout un chapelet d’îles et d’îlots faisant de cette façade maritime un joyau de la côte ouest du pays Trégor-Goëlo, prémisses de la côte de granit rose.

Au sein de ce dédale rocallieux et maritime, de tout temps l’homme a su tirer parti des anfractuosités offrant un havre salutaire pour nombre de navires, locaux ou bien de passage.

Ainsi le Port de Port-Blanc, situé à 3.5 km au nord-ouest du bourg de Penvenan, accueille à ce jour 305 bateaux dont 60 à flot. La baie de Port-Blanc est dotée d’un centre nautique, l’un des plus performants en Côtes d’Armor.
Au lieu-dit de Buguélès, situé à 3.8km au nord-est du bourg de Penvenan, se situe la zone de mouillages groupés de Buguélès, abrités des vents dominants par l’île de Balanec. Ces mouillages soumis à l’échouage deux fois par jour offrent 132 postes d’amarrage, sur une surface de 11ha. Une cale de mise à l’eau, un chenal, un parking, des râteliers à annexes et un local pour les plaisanciers sont les équipements de proximité immédiate proposés aux usagers de Buguélès.

Aux abords de la zone de mouillages groupés, la grève offre trois sites permettant l’hivernage des bateaux en bois traditionnels. A Coz Castel, au Bilo, à l’île Istan, depuis les temps immémoriaux, les petites unités traditionnelles en bois, aujourd’hui communément appelés « vieux gréements » passent l’hiver dans de bonnes conditions.
En 1997, la commune de Penvenan a été autorisée par arrêté inter-préfectoral à occuper temporairement le domaine public maritime à Buguélès pour y organiser le mouillage des bateaux de plaisance au nombre de 132 unités sur une superficie de 11ha. La durée de l’autorisation était fixée à quinze ans à compter du 1er janvier 1998.

En 2012, une prorogation par arrêté inter-préfectoral a été accordée jusque fin décembre 2013, délai nécessaire pour les études et la constitution du présent dossier.

Ce dossier porte donc sur le renouvellement de l’autorisation de mouillages groupés sur le domaine public maritime à Buguélès, du renforcement de l’offre de mouillage pour offrir 250 postes de mouillage.

En parallèle, la demande porte sur la régularisation de trois zones d’hivernage:

- L’une au droit de la zone de mouillage, le Bilo.
- Les deux autres concernant les sites ancestraux de mouillage pour 6 “misainiers”: Coz Castel et l’Ile Istan

Enfin, la demande porte également sur l’exonération de la redevance domaniale pour les 70 mouillages destinés aux navires de passage, la mise en œuvre de la redevance selon la planification de création des nouveaux mouillages tel que décrit à l’article 5-1 du chapitre C du présent dossier, et l’exonération de redevance pour les zones d’hivernage.
**B – CARACTERISTIQUES DE L’ENVIRONNEMENT**

1- Urbanisme, occupation du sol et milieux terrestres naturels

La commune de Penvenan a une superficie de 1984 ha. Son littoral s'étend sur 11 kilomètres de côtes, parsemées de nombreuses criques (Buguélès et Port-Blanc) et bordé d'un archipel d'îles et îlots. La commune de Penvenan peut se décomposer en deux unités :

Une zone Sud formée par un plateau granitique recouvert de limons éoliens très fertiles, vouée à l'agriculture, au centre de laquelle s'est bâti le bourg.

Une zone Nord, littorale au relief plus marqué : bordure accidentée du plateau, soulignée par quelques espaces boisés et de profonds vallons littoraux. Frange littorale débarrassée de ses limons et altérites présentant un relief marqué par une alternance entre les collines rocheuses, parfois escarpées de ces zones en creux, souvent occupées par des marais.

La zone spécifiquement littorale est très variée dans sa morphologie (dunes, galets, rochers, marais maritimes) et s'ouvre sur un très vaste estran parsemé d'îles et d'îlots.

Le littoral de la commune de Penvenan est occupé par des espaces naturels significatifs constitués par les marais du Launay, Goaster, Pellinec, Gouermel. Ils sont ceints par des coteaux sur lesquels l'urbanisation s'est généralement développée.

La ligne de crête peut facilement se définir depuis le rivage. Elle se situe approximativement à la cote 35, située en moyenne à un kilomètre du rivage.

A proximité du rivage, les îles nombreuses sur ce secteur revêtent une importance particulière au double titre de l'écologie et du tourisme.

En ce qui concerne le paysage littoral, on peut distinguer à partir du rivage, quatre entités paysagères :

- Le marais du Launay et son coteau
- Le secteur de Crec'h Avel
- L'anse de Pellinec
- L'anse de Gouermel

Chacune de ces entités s'identifie par la combinaison entre :

D'une part, les ensembles visuels de milieux naturels (marais, espaces boisés), ou d'espaces bâtis (agglomérations de Port-Blanc et de Buguélès), Et d'autre part, la topographie qui conditionne à la fois la ligne d'horizon optique et, à partir de cette ligne, les points de vue souvent panoramiques sur la mer, l'estran et les îles. Cette ligne de crête constitue une réelle séparation entre le paysage littoral de la commune, et celui plus rural de la partie sud de Penvenan.

2- Les équipements terrestres existant à Buguélès et aux abords

Le cadre de vie et les charmes du littoral confèrent à Penvenan une attractivité touristique certaine. Penvenan est une station balnéaire dont la clientèle est surtout familiale. Au niveau des structures d’accueil, trois campings homologués sont présents sur le territoire dont deux sont municipaux. Les deux campings municipaux sont situés sur la façade littorale, aux abords de la plage des Dunes au Port-Blanc (88 emplacements), et à proximité du Bilo à Buguélès (20 emplacements).
Toujours à Port-Blanc, un centre d’accueil d’une capacité de 71 lits permet d’héberger tous types de groupes en séjour dans la région, et notamment les groupes pratiquant la voile au centre nautique de Port-Blanc. Le centre nautique permet à un large public de s’exercer aux diverses activités liées au nautisme (voile légère, kayak, planche à voile) dans un cadre exceptionnel, il est d’ailleurs l’un des plus fournis en nombre d’adhérents dans les Côtes d’Armor.

A *Buguélès*, différents équipements terrestres sont présents aux abords et au niveau de la zone :

- **Le parking**

Le parking du fait une surface d’environ 1000m². Ce terre-plein prend appui côté ouest sur l’île Bilo, et est défendu au nord-est et au sud-est par des blocs de granit rapportés. Il peut accueillir une trentaine de véhicules.
Equipements terrestres côté Buguélès

- La cale

La cale de Buguélès se situe au bout du parking, en partie nord du terre-plein. Elle a été construite dans le dernier quart du 20ème siècle, en 1989. Elle fait une longueur de 71.5m sur 4m de large. Un parement en moellon de granit habille les flancs de cale, avec un fruit d’1/10. Une perche verte balise la position de la cale.
Elle est utilisable 3 heures avant et 3 heures après la pleine mer.
- **Les rateliers**

Les rateliers situés à l’ouest du parking permettent de stocker 116 annexes.

- **Le local des plaisanciers, la cabine téléphonique, le sanitaire**

A l’entrée du parking, un local a été aménagé il y a plusieurs années, il est dédié aux plaisanciers. Une cabine téléphonique, un sanitaire et un conteneur à déchets de 750 litres sont à disposition à proximité.
3- Les équipements maritimes existants dans l’environnement de la zone de mouillage de Buguélès

- Mouillages groupés à Buguélès

Présentation de la disposition actuelle des blocs (1 bateau entre deux bouées)

Des corps-morts d’environ 750kg sont disposés sur l’ensemble de la zone de mouillages groupés. Ces corps-morts reçoivent des unités de taille maximum 7m.

Le plan de mouillage comprend 3 zones :
- la zone 1 : blocs de 1 à 100
- la zone 2 : blocs de 101 à 176
- la zone 3 : blocs de 177 à 181
Les locataires sont responsables de l’amarrage de leur navire et doivent suivre les règles suivantes :

- L’amarrage est constitué de :
  - 2 chaînes d’un calibre compris entre 10 et 14 mm suivant le poids du bateau
  - 2 aussières en nylon d’un diamètre compris entre 14 et 18 mm suivant le poids du bateau
  - À la jonction entre la chaîne et l’aussière une manille bloquée
  - 1 émerillon inox
  - 1 flotteur
  - 1 amarre dont la longueur maximum est limitée à 2,50 mètres et d’un diamètre proportionnel au poids du bateau.

Les longueurs de chaînes et d’aussières sont fixées comme suit :

- Zone 1 : Chaîne de 2 x 5 mètres et aussière de 2 x 5 mètres
- Zone 2 : Chaîne de 2 x 6 mètres et aussière de 2 x 6 mètres
- Zone 3 : Chaîne de 2 x 6 mètres et aussière de 2 x 6 mètres

Un chenal matérialisé par les bouées flottantes rouges et vertes en acier, est azimuté au 220° lorsque l’on vient du large.

En annexe n° 1 jointe, le règlement intérieur de la zone de mouillage de Buguélès.
- Mouillages d’hivernage à Coz Castel

Au lieu dit Coz Castel, au sud-ouest de la zone de mouillage de Buguélès se situe une zone d’hivernage. 2 postes d’amarrage sont recensés pour les misainiers.

- Mouillages d’hivernage au Bilo

A l’ouest de l’île Bilo se situe une zone d’hivernage où l’on recense 15 postes d’amarrage.
- **Mouillages d’hivernage à l’île Istang**

Au lieu dit de l’île Istang dans son ouest, on recense à 4 postes d’hivernage pour les misainiers.
4- L’environnement physique

4-1 Caractéristiques physiques du plan d’eau


Concernant la nouvelle zone de mouillage, on retrouve sa trace dans l’état indicatif des ports de 1809 (source : Archives départementales des Côtes d’Armor).

Il paraît évident que la situation très abritée de l’ancien port en fait un lieu privilégié pour les bateaux. Aucune infrastructure n’est existante pour palier à la contrainte des marées. En effet ces zones de mouillages et d’hivernage sont soumises à l’échouage, c’est-à-dire qu’ils sont soumis à l’influence des marées et les bateaux s’échouent sur le sable à marée basse.

*Cadastre de 1834, en bas à droite l’annotation « An Nabar »*

4-2 Contexte géologique et géomorphologique

D’est en ouest, de Trévou-Tréguignec à Plougrescant, l’unité et l’intérêt du paysage sont dominés par la présence d’un estran varié, à la topographie contrastée, présentant différentes formes d’accumulation (queue de comète de galets, cordon de galets) et de nombreux écueils, îles et îlots.

En partie centrale, entre Port-Blanc et l’anse de Pellinec, les coteaux maritimes sont bordés de micro-falaises d’argiles à blocs (Disken An Aod).

Plusieurs cordons de galets sont présents sur le littoral Penvenanais :
- À l’ouest de la plage des Dunes
- Au sud de l’île aux femmes
- Au nord-ouest de l’île Balanec

Géomorphologie du littoral de la zone d’études
4-3 Régime des vents

A partir des statistiques de la station météo-France de l'île de Bréhat, plusieurs constats peuvent être établis.

Une nette domination des vents de direction 220 à 300° (de sud-ouest à nord-ouest) qui sont recensés dans plus de 80% des cas et les vents dont les vitesses sont supérieures ou égales à 8 m/s représentent plus de 26% des cas.

Le plan d'eau est très protégé des vents dominants du nord-ouest de par les îles et îlots formant un rempart naturel contre les assauts combiné des vents et de la mer.

4-4 Marées et houles

En raison de la géographie bretonne, les eaux du nord de la région sont de façon générale fortement brassées. L'hydrodynamisme est l'ensemble des caractéristiques liées aux mouvements de l'eau. Selon le lieu, l'hydrodynamisme varie en fonction de la marée et des vents mais aussi de la profondeur et de la forme du littoral.

Les houles générées en manche occidentale susceptibles d’atteindre le littoral du site de l’étude proviennent des directions 300° à 340°. Les niveaux de référence de la marée dans le secteur sont les suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Port</th>
<th>PHM</th>
<th>PM95</th>
<th>PM45</th>
<th>NM</th>
<th>BM 45</th>
<th>BM 95</th>
<th>PBM</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ploumanac'h</td>
<td>10,31 m</td>
<td>9,30 m</td>
<td>7,35 m</td>
<td>5,5 m</td>
<td>3,55 m</td>
<td>1,35 m</td>
<td>0,2 m</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Avec :
- **PHM**: Plus hautes mer astronomiques
- **PM 95**: Pleine mer de vive-eau moyenne (coef. 95)
- **PM 45**: Pleine mer de morte-eau moyenne (coef. 45)
- **NM**: Niveau moyen
- **BM 45**: Basse mer de morte-eau moyenne (coef. 45)
- **BM 95**: Basse mer de vive-eau moyenne (coef. 95)
- **PBM**: Plus basse mer astronomique

4-5 Bathymétrie

Le secteur d’étude est une zone découvrante et relativement plate. La bathymétrie du secteur de Buguélès varie de 4.5 mètres en dessous du zéro des cartes.

4-6 Le cadre sédimentaire

Les sédiments présents sur les différentes zones de mouillages sont en majorité composés de sable. À proximité immédiate, les sédiments grossiers, galets et cailloutis, ainsi que les sédiments hétérogènes envasés composent également le paysage sédimentaire de Buguélès (voir carte détaillée Natura 2000 page 29).
5-L'environnement naturel

5-1 Les mesures de protection existantes

5-1-1 Sites inscrits et sites classés

Ces sites conformément à la loi du 2 mai 1930 (intégrée depuis dans les articles L341-1 à L341-22 du Code de l’Environnement) présentent un intérêt général du point de vue « scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire ». Ces sites regroupent des sites ponctuels (cavernes, arbres monumentaux, sources, cascades, etc.) ainsi que des ensembles plus vastes (grands ensembles paysagers, villages, forêts, massifs montagneux, etc.).

On distingue deux niveaux de protection :
- les sites classés dont la valeur patrimoniale justifie une politique rigoureuse de préservation. Toute modification de ces sites est soumise à l’autorisation préalable du Ministre de l’Environnement ou du Préfet de Département ;
- les sites inscrits où la réalisation de travaux est soumise au seul l’avis de l’Architecte des Bâtiments de France. Le site inscrit est susceptible d’être transformé à terme en site classé (notamment les sites naturels) ou en ZPPAUP (principalement les sites bâtis).

Les périmètres des sites classés et inscrits sont représentés sur la figure page 19.

5-1-2 Espaces remarquables recensés au titre de la loi littoral


De nombreuses zones sont définies comme « Espaces remarquable » au titre de la loi littoral sur le secteur concerné. Le tableau suivant répertorie ces différents sites. Les périmètres de ces espaces protégés sont représentés sur la figure page 19.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Intitulé du site</th>
<th>Surface</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Marais de Gouremel</td>
<td>6 ha 39</td>
</tr>
<tr>
<td>Côte de Buguélès et coteaux</td>
<td>31 ha 00</td>
</tr>
<tr>
<td>Anse de Pellinec et ses abords boisés</td>
<td>57 ha 22 dont 21 ha 15 en DPM</td>
</tr>
<tr>
<td>Coteaux de la zone littorale entre Port-Blanc et Buguélès</td>
<td>76 ha 42</td>
</tr>
<tr>
<td>Le rocher du Voleur et le site classé de Port-Blanc</td>
<td>3 ha 93</td>
</tr>
<tr>
<td>Abords de la chapelle de Port-Blanc</td>
<td>2 ha 12</td>
</tr>
<tr>
<td>Marais de Goaster</td>
<td>6 ha 90</td>
</tr>
<tr>
<td>Les Dunes de Port-Blanc</td>
<td>3 ha 69</td>
</tr>
<tr>
<td>Archipel de Port-Blanc/Buguélès (parties émergées)</td>
<td>71 ha 21</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble de l’estran de Penvenan</td>
<td>725 ha 15 tout en DPM</td>
</tr>
<tr>
<td>Marais du Royau et coteaux avoisinants</td>
<td>56 ha 16</td>
</tr>
<tr>
<td>Vallée de Bois Riou et étangs</td>
<td>14 ha 50</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Statut des espaces protégés sur la zone étudiée – Extrait du SMVM Trégor-Goélo

Légende :
- Site classé étendu
- Site inscrit
- Espace remarquable au titre de l’article L146-6 (« Loi Littoral »)
- Limite des espaces proches du littoral définie au titre de l’article L146-6 (« Loi
- Réserve de chasse sur le domaine public maritime
- Monument historique inscrit
- Monument historique classé
- Site étendu acquis par le CG22

Zone de mouillage
5-1-3 Espaces naturels sensibles

Le Conseil Général des Côtes d’Armor a fait l’acquisition d’un site (0,4 ha) au titre des Espaces Naturels Sensibles du département sur la commune de PENVENAN. Il s’agit du « Rocher du Voleur » situé à Port-Blanc.

5-1-4 Réserve de chasse maritime

Les réserves de chasse maritime sont instituées par l’état sur le domaine public maritime et visent à assurer la protection du gibier d’eau et des oiseaux inféodés au littoral en interdisant la chasse. Le périmètre alloué à la réserve de chasse maritime (plan page 19) comprend les îles Illec, Saint Gildas, Goulmédec et Losquet (1600 ha) limitrophes de Penvenan.

5-1-5 Zonages au PLU

Au regard du plan de zonages, il apparaît que la zone de mouillages groupés de Buguélès est classée Np (secteur à vocation de mouillages groupés et individuels autorisés). Elle est d’une surface de 11 ha, dans le prolongement des installations classés Up (zone à vocation portuaire).
5-2 Les habitats naturels

5-2-1 ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF : Zones Naturelles d’Intérêt Faunistique et Floristique a pour objectif d'identifier et de décrire les secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue deux types de ZNIEFF :

- ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Une ZNIEFF de type I décrit en 1976 et mise à jour en 1980 est répertoriée sur la commune de PENVENAN :

- **L’Anse de Pellinec - 530012188** :
  D’une superficie de 23 Ha et située au Nord-Est de la commune, à proximité de Port-Blanc, l’Anse de Pellinec abrite plusieurs types d’habitats :
  - de la végétation annuelle pionnière à Salicornia et autres des zones boueuses et sableuses,
  - des prés salés à Spartina spp,
  - des prés salés atlantiques,
  - des fourrés halophiles méditerranéens ou thermo-atlantiques.
C’est aussi une zone de remise, d’hivernage et de nourrissage pour les oiseaux d’eau.

5-2-2 Natura 2000

Le réseau NATURA 2000 a été constitué à l’échelle européenne dans le but de préserver la diversité biologique et de valoriser le patrimoine naturel des territoires.

La réglementation appliquée aux zones NATURA 2000 est basée sur deux directives européennes :

- Directive « Oiseaux » (1979) qui propose la conservation à long terme des espèces d’oiseaux sauvages et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière à travers les ZPS (Zones de Protection Spéciale) ;
- Directive « Habitats, faune, flore » (1992) qui établit un cadre pour la conservation d’espèces de faune et de flore sauvage ainsi que de leur habitat à travers la délimitation de ZSC (Zones Spéciales de Conservation)

Les modalités de désignation et de gestion des sites NATURA 2000 sont précisées aux articles L.414-1 à L.414-7 du Code de l’Environnement

La commune de PENVENAN se trouve sur le périmètre NATURA 2000 de deux zones particulières :

- **La Zone Spéciale de Conservation (ZSC) - Trégor-Goëlo n° FR5300010**

Ce site d’une superficie de 91228 ha et dont 97% sont situés sur le Domaine public Maritime a fait l’objet d’une extension en 2008 pour prolonger à l’Ouest et à l’Est, les deux vastes échancrures formées par le Trieux et le Jaudy.

Ce périmètre élargi regroupe une mosaïque très riche d’habitats typiques des bras de mer, des estuaires soumis à marées, des bancs de sable et des lagunes : herbiers de zostères, la zone de cailloutis, les zones de Maërl. A noter également la présence de zones de placages à Sabellaria spinulosa.

Les herbiers de Zostères jouent un rôle d’habitat original pour de nombreuses algues et des invertébrés qui n’occupent généralement pas les substrats meubles. Tous comme les bancs de Maërl, ils jouent également un rôle fonctionnel essentiel en tant que zones de reproduction, de nurseries et de nourrissage pour de nombreuses espèces.
Demande de renouvellement d’autorisation de mouillages à Buguélès - 2013

Services techniques Penvenan

Page 22
Les deux cartes ci-après permettent de localiser les herbiers de zoostères, ceux-ci étant bien à l’écart des zones d’études.

Cartographie des zoostères : zoom sur la zone d’études concernée
La Zone de Protection Spéciale (ZPS) - Trégor-Goëlo n° FR5310070

Ce site d’une superficie totale de 91 438 ha, dont 96,76 % de surface marine, est classé en ZPS depuis 1991.


Zone de Protection Spéciale du Trégor-Goëlo


Ces DOCOB précisent à travers plusieurs « Fiches Actions » les caractéristiques, les enjeux de gestion et les objectifs à atteindre sur les sites de la commune de PENVENAN.
Les populations d’oiseaux que l’on trouve plus particulièrement sur le secteur de Buguélès sont :

- Sternes
- Huitriers pie
- Gravelots
- Tadornes
- Cormorans
- Goélands

Leur zone de nidification est clairement localisée et reproduite sur les cartes ci-après d’après l’étude de Mr Hamon du conservatoire du littoral, relative à la localisation des zones d’intérêt majeur pour la préservation des oiseaux d’eau, réalisée en 1997.
5-2-3 Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Trégor-Goélo

Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM) du Trégor Goëlo a été approuvé le 19 décembre 2001.

Le territoire du SMVM du Trégor-Goëlo abrite une grande variété d’habitats naturels et d’espèces, tant au niveau de l’estran qu’au niveau des milieux littoraux émergés. Certain d’entre eux ont une valeur patrimoniale élevée et ce double caractère - grande diversité et forte valeur patrimoniale - confère au territoire du SMVM un intérêt écologique important.

Pour conforter les orientations du document d’objectifs NATURA 2000, le SMVM affiche l’impératif d’une prise en compte des habitats et des espèces: « tout projet susceptible d’avoir un impact significatif sur ces derniers devra faire l’objet d’une évaluation précise des incidences sur les milieux naturels et d’une recherche, le cas échéant, de solutions alternatives ou de mesures compensatoires ».


Caractéristiques du milieu naturel référencé dans le SMVM Trégor Goélo
### Synthèse des applications du SMVM du Trégor-Goélo dans le secteur de Penvenan (partie 1)

<table>
<thead>
<tr>
<th>QUALITÉ DU MILIEU</th>
<th>BIODIVERSITÉ</th>
<th>DYNAMIQUE DU TRAIT DE CÔTE</th>
<th>PROTECTIONS ACTUELLES DU MILIEU</th>
</tr>
</thead>
</table>
| **• Bassins versants de petite taille.** | **• Extrains de très grand intérêt écologique :**  
- zone naturelle de diversité biologique exceptionnelle dans le secteur de St-Gildas (Penvézan).  
- herbiers à rostères. | **• Falaises taillées dans les dépôts meubles du Quaternaire : effondrements et reculs :**  
- enre Port-Blanc et l’aise de Pellinec (Penvézan).  
- à l’ouest de Buguélès (Penvézan).  
- à l’ouest de l’aise de Gouernel (Penvézan). | **• Espaces remarquables au titre de la loi « littoral » :**  
- Domaine public maritime en site classé depuis la limite du S.M.V.M. jusqu’à l’aise de Gouernel.  
- Littoral ouest et nord de Plougrescant en site classé. |
| **• Qualité des eaux de baignade :**  
- bonne qualité bacteriologique. | | **• Cordons de galets ou dunaires : affaissement ou recul au niveau :**  
- du marais de Lannay et de la dune de Crech’Avel (Penvézan).  
- du marais de Gouermel (Penvézan et Plougrescant).  
- du marais de Kaley (Plougrescant). | |
| **• Qualité des coquillages :**  
- moyenne sur les zones de production.  
- mauvaise sur le gisement naturel de l’aise de Pellinec (Penvézan). | | **• Objectif :**  
- Prendre en compte les risques naturels, en fonction des enjeux locaux. | |
| **• Qualité des peuplements des plages :**  
- déséquilibrés sur Gouermel (Plougrescant).  
- pollués sur Pellinec (Penvézan). | | | |

Objectifs :  
- Maintenir la qualité des eaux de baignade.  
- Améliorer la qualité sanitaire des zones de pêche à pied et des zones de production conchylicole.
### Synthèse des applications du SMVM du Trégor-Goélo dans le secteur de Penvenan (partie 2)

**USAGES ET ACTIVITÉS ACTUELLES**

- Pêche à pied régulière toute l’année, importante lors des grandes marées.
- Quelques établissements conchylicoles sur les deux zones de production de l’anse de Gouernel et de Porz Scaff (Plougastel) :
  - un établissement à terre à Porz Scaff,
  - quatre parcs conchylicoles sur l’estran.
- Port communal et mouillages groupés / plaisance :
  - Port Blanc (Penvenan),
  - Buguelès (Penvenan).
- Mouillages dispersés nombreux sur la côte ouest de Plougastel.
- Activités nautiques :
  - centre nautique - école de voile à Port-Blanc.
- Principaux sites touristiques :
  - Gouiffre de Castel Meur / Pointe du Château (Plougastel),
  - Port-Blanc et Buguelès (Penvenan).

**Objectifs** :
- Orienter les usages et activités de façon à maintenir la diversité des habitats et la bonne santé de leurs peuplements.

**DISPOSITIONS DU S.M.V.M.**

<table>
<thead>
<tr>
<th>VOCATIONS</th>
<th>EQUITOPS SPECIFIQUES AU SECTEUR 1</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Vocations</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Zones à vocation principale marémale :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- estran de l’archipel Saint-Oustal (Penvenan),</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- anse de Pellinec (Penvenan),</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- estran de Gouernel (Penvenan et Plougastel),</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- estran du Gouiffre et de la pointe du Château (Plougastel).</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Zones à vocation principale conchylicole :
  - maintenir, sans développement, des parcs conchylicoles installés sur l’estran (Gouernel, Porz Scaff), |
| Zone à vocation portuaire / plaisance : Port-Blanc.
| Site à vocation touristique :
  - le Gouiffre / Castel Meur (Plougastel),
  - Port-Blanc et Buguelès (Penvenan).
| **Équipements** |
| Établissement conchylicole à terre existant à Porz Scaff (Plougastel) : possibilité de développement. |
| Équipements portuaires à Port-Blanc : possibilité d’aménagements, d’extensions ou de créations conformément à la vocation plaisance et au débarquement de produits de la pêche. |
| Mouillage groupe actuel à Buguelès : possibilité d’aménagements et d’extensions. |
| Organisation des mouillages :
  - préconiser la création de mouillages groupés à l’ouest de Port-Blanc, et à Porz Scaff - (Paul Sannac), |
  - limiter et réduire les mouillages dispersés dans l’anse de Pellinec, dans l’anse de Gouernel et sur deux secteurs de l’estran ouest de Plougastel. |
| École de voile existante à Port-Blanc : possibilité d’aménagements et d’extensions des équipements liés à la mer. |
Cartographie des habitats marins intertidaux d'intérêts communautaires du site Natura 2000 du Trégor Goélo sur Penvenan
5-2-4 Gestion Intégrée de la Zone Côtière

Depuis le mois de janvier 2012, le Pays Trégor-Goelo travaille sur l’élaboration d’un document dont l’objectif est de permettre la gestion intégrée de la zone côtière, en d’autres termes, fixer des priorités pour une gestion durable du littoral.

Plusieurs ateliers s de travail ont été mis en place pour apporter une réflexion et des actions à mener :
- **Atelier 1** : pêche, agriculture, conchyliculture, conforter la place des activités primaires
- **Atelier 2** : anticiper l’évolution du trait de côte et s’adapter aux effets du changement climatique
- **Atelier 3** : valoriser la complémentarité terre et mer pour un tourisme durable
- **Atelier 4** : développer durablement la plaisance et le nautisme

Dans le cadre de ce rapport, l’atelier 4 a émis une projection qui concerne directement les demandes de maintien des mouillages patrimoniaux pour les bateaux en bois. Le tableau suivant est extrait de la synthèse des actions programmées pour la gestion intégrée de la zone côtière.

**13. Conserver les mouillages patrimoniaux pour les bateaux en bois**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Qui ?</th>
<th>Acteur principal : Actuelle des misailiers du Trégor</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Partenaires : CG, communes, communautés de communes, Région, associations, professionnels, organisateurs de fête maritime, associations culturales, associations d’insertion et comité technique d’éducation à l’environnement...</td>
</tr>
<tr>
<td>Où ?</td>
<td>Bassins de navigation</td>
</tr>
<tr>
<td>Quand ? (calendrier)</td>
<td>Dès que possible</td>
</tr>
<tr>
<td>Comment ?</td>
<td>Élargir la réflexion :</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- au patrimoine en général (histoire, conception des bateaux...)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- aux cimetières de bateaux</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>S’assurer de l’articulation avec les politiques publiques</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Intégrer un volet sensibilisation</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Peu de moyens financiers nécessaires</td>
</tr>
</tbody>
</table>

En annexe 10, l’intégralité de la synthèse actions la GIZC p75.
5-3 État sanitaire des eaux

5-3-1 La directive cadre sur l’eau


Récemment actualisé, le SDAGE du bassin Loire-Bretagne « décrit la stratégie du bassin pour stopper la détérioration des eaux et retrouver un bon état de toutes les eaux, cours d’eau, plans d’eau, nappes et côtes, en tenant compte des facteurs naturels (dépôts de sédiments), techniques (faïence et économiques) » (Agence de l’eau Loire-Bretagne).

La masse d’eau concernée par l’étude est la suivante :

- Masse d’eau littorale FRGC07 : pour la zone PAIMPOL - PERROS-GUIREC.

Les objectifs à atteindre pour 2015 sont le « bon état » écologique, le « bon état » chimique et le « bon état » global de la masse d’eau.

5-3-2 Qualité des zones conchylicoles

Le REseau Microbiologique (REMI), mis en place par l’Ifremer, fournit en permanence les résultats du suivi microbiologique sanitaire effectué sur des échantillons de coquillages vivants, pour l’évaluation des niveaux de contamination des zones de production. Le paramètre suivi est l’abondance en E. Coli de l’échantillon qui permet d’évaluer la pollution d’origine fécale.


### Tableau 3-1 : Critères d’évaluation de la qualité microbiologique des gisements de coquillages et des zones conchylicole

<table>
<thead>
<tr>
<th>Classe</th>
<th>Nombre d’Escherichia coli dans 100 g (C.L.I.)</th>
<th>230</th>
<th>1 000</th>
<th>4 000</th>
<th>16 000</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>A</td>
<td>≤ 10 %</td>
<td>≥ 90 %</td>
<td>≤ 10 %</td>
<td>0 %</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>B</td>
<td>≤ 10 %</td>
<td>≥ 90 %</td>
<td>≤ 10 %</td>
<td>0 %</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>≥ 90 %</td>
<td>≤ 10 %</td>
<td></td>
<td>0 %</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>D</td>
<td>≥ 10 %</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0 %</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Règlement 854/2004 modifié par le règlement 1348/2001 et tolérance de 10% de résultats admis en dehors du seuil de 1 000 E. coli/100 g C.L.I. pour les zones B.

Critères d’évaluation de la qualité microbiologique des gisements de coquillages et des zones conchylicole.
Les zones conchylicoles sont répertoriées selon le classement suivant :

- **Zones A** : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés pour la consommation humaine directe

- **Zones B** : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu’après avoir subi pendant un temps suffisant soit un traitement dans un centre de purification, associé ou non à un reparcage, soit un reparcage. La pêche de loisir est possible mais les usagers sont invités à prendre quelques précautions (cuisson des coquillages souhaitable).

- **Zones C** : Zones dans lesquelles les coquillages ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu’après un reparcage de longue durée. La pêche de loisir y est interdite.

- **Zones D** : Toute activité de pêche ou d’élevage y est interdite.

La zone référencée sur l’Anse de Gouermel fait l’objet d’un suivi REMI.

Les résultats constatés par le suivi de l’Ifremer sur la zone conchylicole présente dans l’Anse de Gouermel sont synthétisés sur les annexes 2 et 3 de la présente étude.

Les résultats émanent du rapport d’évaluation de la qualité des zones de production conchylicole 2012 permettent d’inscrire l’anse de Gouermel en **zone B**.

### 5-3-3 Qualité des zones de pêche à pied

Sur les sites faisant l’objet d’une fréquentation régulière par les amateurs de pêche à pied, les services de l’Agence Régional de Santé Bretagne ont mis en place un réseau de surveillance sanitaire.

Un gisement de coques situé à l’Est de la commune de PENVENAN, sur l’Anse de Pellinec à 200 m du rivage est recensé comme zone de pêche à pied. Dans ce secteur l’estran, parsemé d’îles et d’îlots, s’étend sur plus de 2 000 m. La pêche, le ramassage de tous coquillages sont interdits au sud d’une ligne joignant la cale de port blanc, l’île aux moutons, la pointe sud de la petite île, la roche d’Ar C’hooz Kastell et la pointe de Crec’h Kerue, par arrêté préfectoral du 12 avril 2000.
Au regard des résultats d’analyses bactériologiques les plus récents l’ARS estime que « le gisement présente depuis plusieurs années une qualité bactériologique dégradée due à des insuffisances dans la collecte et le traitement des eaux usées. Toute consommation de coquillages de ce site serait à l’origine de risques élevés pour la santé, la cuisson ne pourrait réduire suffisamment les risques sanitaires. La pêche à pied récréative est interdite.

5-3-4 Qualité des eaux de baignade

Les plages des Dunes, de Roc’h Annick et du voleur à Port-Blanc situées sur la commune de Penvenan, ont fait l’objet d’un suivi régulier de la qualité de leurs eaux de baignade par l’Agence Régionale de Santé. Depuis plusieurs années, la qualité des eaux de baignade sont classées en A soit « bonne qualité ». Les résultats pour ces 3 plages sur les 8 dernières années sont synthétisés sur le tableau suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Les Dunes</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
</tr>
<tr>
<td>Roc’h Annick</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
</tr>
<tr>
<td>Le voleur</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>NC</td>
<td>A</td>
<td>A</td>
</tr>
</tbody>
</table>
C – PRESENTATION DU PROJET

1.- Mouillages groupés à Buguélès

L’arrêté inter-préfectoral du 8 juillet 1997 (annexe 4) autorise la commune de Penvenan à occuper temporairement le domaine public maritime à Buguélès pour y organiser le mouillage des bateaux de plaisance sur une superficie de 11 ha. La durée de cette autorisation est fixée à 15 ans. Cette autorisation a été prorogée par arrêté inter-préfectoral du 27 novembre 2012 (annexe 5), jusqu’au 31 décembre 2013.

La commune de Penvenan sollicite à nouveau l’autorisation d’occuper le domaine public maritime pour poursuivre la gestion des mouillages groupés. Par ailleurs la commune souhaite renforcer l’offre de mouillages à 250 unités, dans un périmètre de 11 ha en excluant toutes les zones de récifs et de champs de blocs (cf carte p29). Ainsi le projet permettra :
- De conserver les 132 mouillages existants
- De créer 70 places visiteurs, soit environ 25% réservés aux navires de passages
- De créer 48 mouillages destinés à offrir le transfert des mouillages de Pellinec au fur et à mesure des opportunités ou de palier au non renouvellement des mouillages gérés par l’état (cf tableau : inventaire CETE 2012)

Zone de mouillage de Buguélès : schéma de principe
Extrait de: "L’accueil des navires de plaisance en Bretagne dans la perspective d’une gestion intégrée des zones côtières" P189-190 du CETE

Simulation selon les délimitations fixées à l’arrêté de 1997

Ce souhait d’augmenter la capacité de la zone de mouillage s’inscrit dans le cadre du SMVM (Schéma de Mise en Valeur de la Mer), relatif à la demande croissante en mouillage pour la plaisance.

Par ailleurs, ce renforcement est conséquent à l’abandon des autorisations d’occupation du domaine public maritime par la DDTM 22.

Le plan au 1250ème de la zone de mouillage est joint en annexe p69.
2- Mouillages d'hivernage groupés au Bilo

A l'ouest de l'île Bilo se situe la zone historique de mouillage, comme indiqué au paragraphe B 4-1. Ce lieu aujourd'hui appelé « Le Bilo » se nomme sur le cadastre de 1834 « An Nabar », ce qui signifie en breton « aber » indiquant la présence d'un port. Aussi de tout temps des bateaux hivernent à l’abri de l’île Bilo et de l’île Balanec.

[Image du cadastre napoléonien]

Cadastre napoléonien, géomètre Dartois, 1834.

La commune souhaite renforcer la sécurité des unités en hivernage à cet endroit en proposant 15 places pour les utilisateurs de la zone de mouillage.

Deux chaînes mères de 132 m de longueur espacées de 15m, permettraient l'hivernage dans de bonnes conditions.
Le périmètre actuel de la zone de mouillage de Buguélès se trouverait donc étendu de 5.12 Ha vers l’ouest du Bilo, tel que proposé sur le schéma suivant :

Les coordonnées Lambert et GPS WGS84 des points H, I, J, K sont indiquées en annexe N°9 p74.
3- Mouillages d’hivernage de Coz Castel

L’intérêt d’hiverner à flot pour les bateaux en bois est de rester « en eau », et éviter le séchage des bordés du navire.
Deux postes de mouillages d’hivernage seront conservés.

Photographies du début du siècle au lieu dit Coz Castel
4-Mouillages d’hivernage au lieu dit de l’Île Istan

La zone de mouillage d’hivernage de l’Île Istan se situe dans le sud-sud-est de la zone de mouillage de Buguélès. Tout comme le Bilo et Coz Castel, ces mouillages ancestraux font partie de la mémoire collective. Guy Prigent, chargé de mission auprès du Conseil Général des Côtes d’Armor, en a souligné la valeur patrimoniale :
Par ailleurs, et comme les mouillages de Coz Castel, cette zone de mouillage s’inscrit totalement dans la projection de la phase opérationnelle de la démarche GIZC décrite en détail p 30. Quatre postes de mouillages d’hivernage seront conservés.
5- Evaluation des dépenses à engager

5-1 Renforcement de l’offre de mouillage

Le renforcement de l’offre de mouillage nécessite la mise en œuvre de:

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année d'obtention autorisation</th>
<th>Prévisionnel mouillages</th>
<th>Total HT</th>
<th>mouillages cumulés</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Année 1</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>144</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 2</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>156</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 3</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>168</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 4</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>180</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 5</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>192</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 6</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>204</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 7</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>216</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 8</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>228</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 9</td>
<td>12</td>
<td>8400</td>
<td>240</td>
</tr>
<tr>
<td>Année 10</td>
<td>10</td>
<td>7000</td>
<td>250</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La somme totale pour équiper les mouillages groupés de Buguélès s'élève à 82 600 euros HT.

5-2 Mouillage d'hivernage au Bilo

La création des postes de mouillages d’hivernage au Bilo nécessite la pose de deux fois 132m de chaîne mère pour le mouillage d’hivernage groupé du Bilo.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Prévisionnel</th>
<th>Chaînes mères en m</th>
<th>Prix unitaire de chaîne HT</th>
<th>Divers (étiquetage, manille, etc…)</th>
<th>Total HT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Année 11</td>
<td>264</td>
<td>40</td>
<td>500</td>
<td>11 060</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La somme totale pour équiper les mouillages d’hivernage s’élève à 11 060 euros HT.

5-3 Total des dépenses

Le montant total des dépenses s’élève à 93 660 euros HT.
D – INCIDENCES DU PROJET

1- Incidences sur les fonds marins

Comme il a déjà été indiqué, les fonds marins concernés par la zone d’étude sont constitués de sables, vases dépourvus de végétation algale ou d’herbiers. Les chaines de fond ont donc très peu d’incidences sur ces fonds meubles.

La majorité des corps morts sont déjà ensouillés depuis plusieurs années. Dans le cadre du renforcement de l’offre de mouillage de Buguélès, il est à noter que l’ensouillement de corps morts supplémentaire se fera sur 10 années, soit 12 corps-mort par an environ. L’intervention sera donc réduite et le risque de remise en suspension des sédiments sera très réduit.

Par ailleurs, de la mi-octobre environ à début mars, l’activité de la zone de mouillage est très réduite : en effet les plaisanciers naviguent essentiellement en période estivale, dans des conditions météorologiques maniables. Les côtes nord de la Bretagne en hiver connaissent des conditions météorologiques difficiles, ce qui implique l’impossibilité de naviguer pour la majorité des plaisanciers. De fait, la fréquentation de la zone de mouillage en automne et hiver est très faible, et la majorité des plaisanciers en profitent pour sortir les bateaux pour les entretenir à sec.

Par conséquent, les incidences sur les fonds marins peuvent être considérées comme faibles et temporaires.

2- Incidences sur l’écoulement et la qualité de l’eau

La prise en compte de l’environnement dans l’exploitation de la zone de mouillage passe par la maîtrise des déchets, pollutions et autres nuisances.

Compte tenu de la typologie des bateaux présents sur le site (petites embarcations inférieures à 7 mètres), majoritairement non équipées de WC ou de lavabos intérieurs, l’émission d’effluents liquides dans l’environnement type eaux grises, eaux noires est très faible, voire inexistante.

Les autres effluents possibles (hydrocarbures, peintures, détergents…) devront faire l’objet de mesures restrictives concernant leur utilisation sur la zone. Ces mesures seront prise pour interdire leur utilisation pure et simple sur la zone ; inscrite explicitement dans le règlement intérieur des zones de mouillage.

Comme indiqué précédemment, la zone de mouillage de Buguélès est très peu fréquentée du mois de novembre au mois de mars. Par ailleurs, les travaux de carénage et d’entretien mécaniques sont interdits. Les plaisanciers hivernant leur bateau sur les zones de mouillage d’hivernage doivent faire entretenir leur bateau dans des ports équipés pour le carénage et l’entretien.

Concernant les écoulements, aucun cours d’eau ne se jette dans le périmètre de la zone d’étude.

On peut donc en conclure que les incidences sur l’écoulement et la qualité de l’eau sont faibles compte tenu des dispositions applicables à la zone d’étude.
3- Incidences sur les milieux naturels terrestres

Les infrastructures existantes à proximité de la zone, comme le parking, le local « plaisanciers » ou le râtelier à annexes, ne s’en trouveront pas modifiés. Le fonctionnement et l’entretien est géré par la capitainerie. Le renforcement de l’offre de mouillage n’entraîne pas de modification de ces structures.

4- Incidences sur la faune

**Faune marine** : les populations d’invertébrés très abondantes et diversifiées participent à l’ensemble de la production de l’écosystème littoral. Elles constituent les proies d’une faune aquatique (crabes et poissons) à marée haute tandis qu’elles peuvent être exploitées par les oiseaux à marée basse.

Pour ce qui concerne les invertébrés aquatiques, aucun suivi scientifique n’a été mené dans ce secteur pour connaître la qualité et l’état des populations.

Les impacts sur le sol restent limités aux seuls transits des usagers et du gestionnaire à marée basse. La densité des traces laissées par le ver marin Arenicola marina et visibles sur le terrain laisse pressentir que les invertébrés sont bien représentés sur la zone malgré l’activité liée au mouillage.

**En l’état actuel des connaissances, il semble que la zone de mouillage n’ait pas d’incidences particulières sur la faune de ce secteur.**

**Oiseaux** : les zones de nidification des espèces les plus représentatives sont clairement identifiées au paragraphe B-5-2-2. On peut observer que les zones de mouillages sont à l’écart des zones de nidification.

Par ailleurs, les espèces comme le goéland ou le cormoran construisent leur nid dans les hauteurs (arbres ou rochers), ou bien dans la végétation haute (fougères, buissons). Ces sites de nidifications sont donc plutôt éloignés des zones de mouillages.

Enfin, on peut souligner le faible taux de sorties des plaisanciers entre avril et octobre (moins de 10 sorties en moyenne). Le restant de l’année la zone de mouillage est quasi inactive, les bateaux sont pour ainsi dire absents des installations portuaires.

**Par conséquent, il est possible d’affirmer que l’activité de mouillage de plaisance n’impacte pas ou peu l’environnement naturel des différentes espèces d’oiseaux présentes sur Buguélès.**
5-Incidences paysagères

La structure paysagère du périmètre de la zone ne s’en trouvera pas modifiée. En effet, concernant la zone de mouillage de Buguélès, le renforcement de l’offre de mouillage se situe sur la partie nord-est de la zone portuaire dédiée. Cette zone est la plus éloignée de tous les points de vue à terre.

Photos 1 et 2 : Vues paysagères de la zone de mouillage de Buguélès
Concernant le mouillage d’hivernage groupés du Bilo, la présence de 15 unités positionnées de manière organisée, modifiera légèrement la structure paysagère du lieu. Les infrastructures légères (chaînes) pour la mise en œuvre de ce mouillage d’hivernage, sont mobiles à tout moment et peuvent être déplacées ou supprimées sans impacter de manière visuelle le littoral.

Photos 3 et 4 : vues paysagères du Bilo

Concernant les mouillages d’hivernage individuels du Bilo, de Coz Castel et de l’Ile Istan, ils font partis du paysage depuis toujours, le contexte historique ayant été développé dans les paragraphes concernés précédents. Aussi, la régularisation demandée ne changera pas l’attrait visuel actuel.

Photos 5 et 6 : vues paysagères de Coz Castel et de l’Ile Istan
6- Incidences sur le site Natura 2000

La zone de mouillages est située à l’intérieur de la Zone Spéciale de Conservation (préservation des habitats naturels) du site Natura 2000 du Trégor-Goélo et à l’intérieur de la Zone de Protection Spéciale (préservation des oiseaux) du même site Natura 2000.

Le paragraphe B5-2-2 présente en détail la cartographie des habitats de la zone d’étude, ainsi que la cartographie des milieux d’accueils des espèces identifiées sur le site.

Concernant les habitats naturels marins, la zone de mouillages, relativement homogène constituée de sédiments hétérogènes envasés (replats boueux ou sableux exondés à marée basse) est dépourvue de végétation et de plantes phanérogames marines (Zostères).

Par conséquent, en l’absence d’espèces végétales marines, les incidences sur les habitats de végétation marines sont nulles.

La Zone de Protection Spéciale a été mise en place pour la protection des oiseaux et notamment de l’avifaune migratrice et hivernante sur cette partie du site Natura 2000.

Comme développé ci-dessus en D-4, les zones de mouillages ne se situent pas dans les périmètres de nidification recensés. On peut aussi rappeler que la zone de mouillage est très peu fréquentée la moitié de l’année.

Par conséquent, il n’y a pas de dérangement particulier imputable aux usagers.
Conclusions

Les études développées ci-dessus mettent en lumière différents aspects de la plaisance dans le secteur de Buguélès.

La plaisance et de manière plus générale, le monde maritime sont depuis longtemps ancrés dans le paysage local. Ce lien très étroit entre les habitants de Buguélès et la mer est à l’origine d’infrastructures cohérentes avec le milieu naturel sensible que nous connaissons aujourd’hui.

Des mouillages légers dans ces secteurs définis et réfléchis, permettent de garantir une parfaite adéquation entre le patrimoine maritime vivant et le patrimoine naturel riche de ce littoral exceptionnel.

La commune de Penvenan, en tant que gestionnaire de ces zones de mouillages, mais aussi en tant que garante de la qualité et de l’image d’un site aussi remarquable, souhaite, en accord avec les services de l’état, optimiser l’offre de mouillage dans un contexte de croissance du secteur de la plaisance, tout en pérennisant la qualité environnementale du site de Buguélès.
F – ANNEXES

Annexe 1 : règlement intérieur de la zone de mouillage de Buguélys

ZONE DE MOUILLAGE DE BUGUELYS

REGLEMENT PARTICULIER

Le Maire de PENVENAN,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 Avril 1986 relatif à la mise à disposition de la Commune de PENVENAN d'installations portuaires à Buguélys,

Vu l'arrêté interpréfectoral des 3 et 16 Octobre 1990 autorisant la Commune de PENVENAN à installer des mouillages groupés à Buguélys sur le domaine public maritime en dehors des ports délimités,

Vu l'avis du Conseil Portuaire en date du 10 Février 1994,

ARRÊTE

Article 1er :
Le plan annexé au présent règlement précise l'organisation des mouillages inclus dans la zone de mouillages groupés de Buguélys.

Article 2 - Attribution des emplacements de mouillage :
Dans la zone ainsi définie le stationnement des navires de pêche et des navires de plaisance est subordonné à l'autorisation délivrée par la Commune de PENVENAN.

Les demandes de corps-mort font obligatoirement l'objet d'une demande écrite adressée à la Mairie de PENVENAN.

A cet effet, un propriétaire de navire désirant un poste de mouillage peut se procurer un formulaire de location en Mairie ou en faire la demande par courrier.

Toute demande de location comprend obligatoirement le nom, les caractéristiques et le numéro d'immatriculation du navire.

Les mouillages sont attribués annuellement par la Commune pour la période comprise entre le 1er Avril et le 30 Mars de l'année suivante.

L'attribution d'un poste de mouillage pour chaque navire considéré, donne obligatoirement lieu à l'établissement d'un chèque émis à l'ordre de Monsieur le Perceuteur de TREGUIER, Receveur Municipal.

COURRIR ARRIVÉ LE
-8 MARS 1994
MAIRIE DE PENVENAN
22710
Cette redevance payée d'avance reste, dans tous les cas, acquise à la Commune.

Lorsqu'un navire de plaisance de passage fait escale à une heure tardive, il peut stationner aux postes d'escales (spécialement équipés) libres indiqués sur un tableau prévu à cet effet et doit en faire connaître dès que possible à l'autorité chargée de la police de la zone ou à défaut à la Mairie de PENVENAN.

Les titulaires d'un poste de mouillage ne peuvent, en aucun cas, échanger les emplacements qui leur sont attribués sans un accord formel du Maire ou de son représentant.

Dans le cas de vente ou de location d'un navire disposant d'un poste dans la zone de mouillage, le vendeur ou le loueur doit en faire la déclaration à la Mairie dès la réalisation de la vente ou de la location.

En cas de vente d'un navire, le poste d'accostage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de droit de jouissance, de la part du titulaire, au profit du nouveau propriétaire, sans un accord formel du Maire ou de son représentant.

Le Maire ou son représentant peuvent être éventuellement amenés à affecter au navire, objet de la transaction, un autre poste.

**Article 3 - Description du plan de mouillage :**

Le plan de mouillage comprend 3 zones :

- la zone I : blocs 1 à 160 inclus
- la zone II : blocs 101 à 176 inclus
- la zone III : blocs 177 à 181 inclus

A l'intérieur des zones ainsi définies des postes d'escales spécialement équipés sont réservés pour les usagers de passage.

**Eléments de mouillage :**

Seul un corps-mort en ciment armé est fourni par la Commune.

Le locataire du poste de mouillage, constitué de 2 points d'ancrage, est responsable de l'amarrage de son navire à deux corps-mort et fournit à cet effet :

- 2 chaînes d'un calibre compris entre 10 et 14 mm
- 2aussières en nylon
- À la jonction entre la chaîne et l'aussière une manille bloquée

.../...
- 1 émerillon inox
- 1 flotteur
- 1 amarre dont la longueur maximum est limitée à 2,50 mètres

Les longueurs de chaînes et d’aussières sont fixées comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Zone</th>
<th>Chaîne</th>
<th>Aussière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Zone I</td>
<td>2 x 5 mètres</td>
<td>2 x 5 mètres</td>
</tr>
<tr>
<td>Zone II</td>
<td>2 x 6 mètres</td>
<td>2 x 5 mètres</td>
</tr>
<tr>
<td>Zone III</td>
<td>2 x 6 mètres</td>
<td>2 x 7 mètres</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ces longueurs, déterminées en fonction de la distance séparant deux postes de mouillage voisins, doivent être observées avec soin afin d’éviter les heurts entre navires.

**Article 4 - Admission des navires dans la zone de mouillage :**

La zone de mouillage est réservée aux navires de plaisance ainsi qu’aux navires de pêche armés à Buguélès.

L’accès à la zone n’est autorisé qu’aux navires en état de naviguer ainsi qu’à ceux courant un danger ou en état d’avarie.

Tout navire séjournant dans la zone doit être maintenu en bon état d’entretien, de flottabilité et de sécurité. Les propriétaires des navires hors d’état de naviguer, risquant de couler ou de causer des dommages aux navires et ouvrages environnants sont tenus de procéder à leur remise en état ou à leur enlèvement.

Si le nécessaire n’a pas été fait dans le délai imparti, il est procédé à la mise au sec du navire, aux frais et risques du propriétaire, sans préjudice de la contravention qui est dressée contre lui.

Les usagers des mouillages ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition.

Ils sont tenus de signaler sans délai, aux agents chargés de la police de la zone de mouillage, toute dégradation qu’ils constatent aux ouvrages de la zone mis à leur disposition, qu’elle soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu’ils occasionnent à ces ouvrages, les cas de force majeure exceptés.
Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des suites données à la contravention de grande voirie dressée à leur encontre.

Assurances :

Tout bâtiment entrant dans la zone de mouillage doit être assuré pour les dommages causés aux ouvrages portuaires, pour les frais de remblaiement et d'enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans la zone et pour les dommages causés aux autres navires dans la zone.

A cet égard il est formellement précisé que la responsabilité de la Commune de PENVENAN ne saurait en aucun cas, être engagée dans les cas suivants :

a) Déficience survenant dans la partie des postes de mouillage appartenant aux usagers.

b) Manipulation de quelque nature que ce soit, sans autorisation expresse de la Commune, sur la partie du poste de mouillage appartenant à la Commune.

c) Non observation des prescriptions de la réglementation en vigueur.

d) Conformément aux dispositions générales en matière d'assurance, la Commune ne saurait être tenue responsable des accidents corporels, pertes et dégâts matériels survenant à la suite de cataclysmes naturels, tels que raz de marée, cyclones ou tempêtes engendrant des vents d'une vitesse supérieure à 100 km/heure, les relevés fournis par la station de l'île de Bréhat faisant foi en la matière.

Article 5 - Stationnement le long de la cale :

Le stationnement des navires le long de la cale est libre mais limité au temps strictement nécessaire au déchargement et à l'embarquement ou au débarquement des passagers.

Pour les navires de pêche, le stationnement dans cette zone est libre, mais limité au temps nécessaire à l'avitaillement.

Article 6 - Déclarations d'entrée et de sortie :

Les déclarations d'entrée et de sortie de la zone de mouillage sont remises à la Mairie de PENVENAN.
La déclaration d’entrée doit obligatoirement mentionner le nom et l’adresse à terre de la personne chargée du gardiennage du navire en l’absence de l’équipage.

Les navires de pêche et les navires de plaisance stationnant habituellement dans la zone de mouillage sont dispensés de ces déclarations.

Tous les autres navires y sont tenus.

Article 7 - Manœuvres et vitesse maximale des navires dans la zone de mouillage:

Toute manœuvre à la voile à l’intérieur de la zone de mouillage est interdite, sauf pour les navires munis uniquement de ce mode de propulsion.

La vitesse maximale des navires dans la zone de mouillage est de deux nœuds.

Article 8 - Amarrage et échouage:

La zone de mouillage étant une zone à marée et à échouage, les usagers doivent prendre toutes les précautions qui en découlent pour l’amarrage et l’échouage de leur navire. Le non-respect de cette disposition, quelle que soit la nature du fond, engage leur responsabilité.

L’amarrage à couple est interdit.

Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive, autre que les artifices ou engins réglementaires, et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

Tous les navires séjournant de manière prolongée (+ 2 mois) dans la zone doivent impérativement présenter un élément d’amarrage de rechange et immédiatement accessible de l’extérieur.

Article 9 - Déchets et ordures:

Il est défendu :
- d’effectuer des opérations de vidange des moteurs et des cales des navires à l’intérieur de la zone de mouillage,
- de jeter des terres, des déchets, des ordures, des
liquides insalubres ou des matières quelconques sur les
ouvrages et dans les eaux de la zone de mouillage, et des
passes navigables,
- d'y faire aucun dépôt, même provisoire.

Des conteneurs ou enclos, situés aux emplacements indiqués sur
le plan joint au présent règlement, sont mis à la disposition
des usagers pour le dépôt des déchets et des ordures provenant
des navires ou des activités liées à la zone de mouillage.

Ces conteneurs ou enclos sont réservés exclusivement aux
dépôts provenant des navires ou des activités liées à la zone
de mouillage. Les dépôts domestiques y sont interdits.

**Article 10 - FEU :**

Il est strictement défendu d'allumer du feu sur les quais,
pontons, terre-pleins et ouvrages portuaires, et d'y avoir de
la lumière à feu nu.

Il est interdit de fumer et d'utiliser des postes à arc
electrique à proximité des postes d'avitaillement en
carburation.

En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones
urbaines qui en sont voisines, tous les navires doivent
prendre les mesures de précaution qui leur sont prescrites par
les agents chargés de la police de la zone de mouillage.

En cas d'incendie à bord d'un navire, le propriétaire,
le gardien ou le gardien doit immédiatement avertir les agents
chargés de la police de la zone de mouillage et les
sapeurs-pompiers de la ville de TREGUIER (Tél. : 96.92.30.18).

Ces agents peuvent requérir l'aide des équipages, ou
personnes, chargées du gardiennage des autres navires.

**Article 11 - Pêche :**

Il est interdit de ramasser des coquillages sur les ouvrages
portuaires.

La pêche aux arts trainants, à la palangre et aux filets fixés
est interdite dans les limites de la zone de mouillage.
Article 12 - Accès des personnes sur la zone de mouillage :

Toute personne circulant sur la zone de mouillage et les ouvrages portuaires le fait sous sa responsabilité et à ses risques et périls.

La baignade et la pratique des sports nautiques sont interdits dans la zone de mouillage, sauf dans les cas de fêtes ou de compétitions sportives autorisées.

La pratique de la natation à partir des ouvrages portuaires est strictement interdite.

Article 13 - Circulation et stationnement des véhicules sur les ouvrages portuaires:

Les voies de circulation et les emplacements de stationnement des véhicules sont indiqués sur le plan joint au présent règlement.

Le stationnement de tout véhicule est interdit en dehors des emplacements prévus à cet effet.

Le stationnement des remorques de mise à l'eau est interdit à ces emplacements.

L'accès des véhicules sur la cale strictement réservé aux opérations de déchargement ou de manutention, s'effectue sous la seule responsabilité de son utilisateur et à ses risques et périls. Le stationnement des véhicules, embarcations et remorques de mise à l'eau, et le dépôt de matériel ou de marchandises y est interdit au-delà du temps strictement nécessaire.

Article 14 - Terre-plein:

Il ne sera accordé aucune occupation à titre privatif du terre-plein.

Il ne pourra en aucun cas être encombré de dépôts de matériaux ou matériels, de quelque nature qu'ils soient.

Les usagers de la zone de mouillage peuvent, à leurs risques et périls, ranger leurs annexes sur les rateliers ou la barre d'appui prévus à cet effet étant entendu que la Commune décline toute responsabilité à cet égard en cas de vol ou de vandalisme.
Ces rateliers étant mis à disposition de l'ensemble des usagers de la zone il est interdit d'en faire un usage privatif en condamnant l'accès d'un emplacement laissé vide pour une durée de plus de 8 jours.

**Article 15 - Dispositions générales :**

Les contraventions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des zones de mouillage et de leurs dépendances sont constatés par un procès-verbal dressé par les surveillants de la zone de mouillage, la Gendarmerie et autres agents ayant qualité pour verbaliser.

Chaque procès-verbal est transmis, suivant la nature du délit ou de la contravention constaté, au Maire puis au fonctionnaire chargé de poursuivre la répression de l'infraction.

En cas d'infraction aux prescriptions du présent règlement, le surveillant de la zone de mouillage dresse un procès-verbal et prend immédiatement toutes mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction. Il a pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en fourrière, après mise en demeure, les navires en contravention aux frais, risques et péril des propriétaires.

Le présent règlement sera imprimé et diffusé auprès des usagers, et sera affiché au bureau du port de plaisance et à la Mairie.

\[Signature\]

PENVENAN, le 11 Février 1994

Le Maire,

\[Signature\]

Guillaume CELGON

\[Courrier\]

ARRIVÉ LE

- 8 MARS 1994

MAIRIE DE PENVENAN

22710
ZONE DE MOUILLAGE DE BUGUELES

REGLEMENT PARTICULIER

ARRETE COMPLEMENTAIRE

Le Maire de la Commune de Penvenan,

VU son arrêté en date du 11 février 1994 portant règlement particulier de police de la zone de mouillage de Bugueles,

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 12 février 2001,

ARRETE

L'arrêté municipal du 11 février 1994 susvisé est complété comme suit:

Art 2 Alinea 2 : Les titulaires d'un poste de mouillage ne peuvent en aucun cas, changer de mouillage ni échanger les emplacements qui leur sont attribués sans un accord formel du maire ou de son représentant

Art 8 Alinea 2 : L’embarras et l’inactive des moteurs hors bord des bateaux stationnés au mouillage doivent être protégés (gout, panton, etc...) en position relevée.


A Penvenan, le 27 avril 2001

Le Maire
Fernand LE DUC.
ZONE DE MOUILLAGE DE BUGUELLES

RÈGLEMENT PARTICULIER

ARRÊTE COMPLÉMENTAIRE N°2

Avant d’être signée, l’autorisation de mouillage à Buguélès.

Vu l’arrêté complémentaire du 27 Avril 2001,

Vu l’avis du Conseil Municipal du 23 Janvier 2003,

1. L’arrêté municipal du 11 février 1994 susvisé complété le 27 Avril 2001 est modifié comme suit :

Art 2 Alinéa n°1 : insertion complémentaire :

« La location et le prix du mouillage pour un autre navire que le bateau sont interdits pour un attributaire. »

Art 2 Alinéa 13 : La restitution (ou non-renouvellement) de la location pourra être prononcée par la Commune gestionnaire du Port, pour :
- non paiement de la redevance avant la date limite
- non respect du présent règlement
- non utilisation du corps-mort pendant la période réservée.

Art 3 Rubrique « Éléments de mouillage » Alinéa 1 :

- 2 chaînes d’un ouaille adapté au poids du bateau (avec un minimum de 12 mm)
- 2 amarrages en Nylon d’un diamètre adapté au poids du bateau (avec un minimum de 14 mm).
- à la jonction entre la chaîne et l’amarrage, un renard bloqué
- 1 rampon de 15 mm minimum
- 1 hiletor
- 1 ancre dont la longueur maximum est limitée à 2,50 mètres.


A Penvenan, le 12 Mars 2003
Le Maire,
Fernand LE DUC.
Annexe 2 : résultats de l’étude IFREMER à Gouermel concernant les zones conchylicoles

Annexe 3 : résultats de l’étude IFREMER à Gouermel concernant les zones conchylicoles
Annexe 4 : arrêté inter-préfectoral du 8 juillet 1997
VU l'accord du Ministre de l'Environnement
VU l'avis de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages ;
VU l'avis de la Commission Nautique Locale ;
VU la décision de M. le Directeur des Services Fiscaux ;
SUR proposition de M. l'Administrateur Principal des Affaires Maritimes, Directeur Départemental des Affaires Maritimes des Côtes-d'Armor ;
SUR proposition de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement,

**ARRETENT :**

**Article 1er - Nature et condition de l'occupation -**

La commune de PENVENAN désignée par la suite "le titulaire" est autorisée à occuper temporairement le domaine public maritime à Buguélès pour y organiser le mouillage des bateaux de plaisance au nombre de 132 unités sur une superficie de 11 ha.

La zone occupée est indiquée par un trait mixte sur le plan annexé au présent arrêté.

Le titulaire n'est pas autorisé à réaliser des travaux ou des ouvrages permanents de nature à entraîner l'affectation irréversible du site.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

**Article 2 - Durée -**

La durée de l'autorisation est fixée à quinze ans à compter du 1er janvier 1998.

Elle peut être renouvelée sur demande du bénéficiaire. Le non renouvellement n'ouvre droit à aucune indemnité.

**Article 3 - Exploitation -**

La période d'exploitation de la zone faisant l'objet de l'autorisation est continue.

Il est prévu de réserver deux postes de mouillage au bénéfice des associations à but non lucratif. Trente trois postes seront réservés aux navires ou bateaux de passage.
L'utilisation des mouillages est subordonnée au règlement par l'usager d'une redevance pour services rendus au profit du titulaire.

**Article 4 - Redevance domaniale**

L'occupation du domaine public maritime définie à l'article 1er donne lieu à la perception, au profit du Trésor, d'une redevance payable d'avance, par le titulaire de l'autorisation, avant le 31 mars de chaque année, en un seul terme à la Recette Principale des Impôts de LANNION.

Cette redevance est fixée à la somme de quinze mille cent cinquante-deux Francs (15 152 F) (valeur 1997). Elle est payable dans les dix jours qui suivent la notification de la présente autorisation.

Cette redevance commencera à courir à compter du 1er janvier 1998. Elle sera indexée suivant la formule :

\[
R_n = R \times \left( \frac{I_n}{I_{n-1}} \right)^{n-2}
\]

dans laquelle :

- \( R_n \) représente le montant de la redevance exigible pour l'année considérée ;
- \( R \) (n-1) le montant de la redevance de l'année précédente basée sur l'indice du mois de juillet de l'année (n-1) ;
- \( I \) (n-1) l'indice national des travaux publics TP 02 (ouvrages d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales) du mois de juillet de l'année (n-1) ;
- \( I \) (n-2) le même indice du mois de juillet de l'année (n-2).


En cas de retard dans le paiement d'un terme, les redevances échues porteront intérêt au taux en vigueur en matière domaniale quelle que soit la cause du retard et sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure quelconque.

Les fractions de mois seront négligées pour le calcul de ces intérêts.

Le titulaire ne pourra renoncer au bénéfice de l'autorisation avant l'époque fixée pour la révision des conditions financières.

En dehors de tous droits et de toutes redevances, éventuellement afférents à ladite autorisation, il sera perçu par M. le Receveur Principal des Impôts de LANNION un droit fixe de soixante cinq francs (65 F) en application de l'article L. 29 du code du domaine de l'Etat.
Article 5 - Révocation de l’autorisation -

La présente autorisation est accordée à titre précaire et peut être révoquée par l'administration. Elle ne confère pas de droits réels au sens de la loi n° 94-631 du 25 juillet 1994.

En conséquence, le titulaire sera tenu de libérer les lieux et de les remettre dans leur état primitif à la première réquisition de l'administration.

Article 6 - Modification -

Lorsque l'autorisation est modifiée en cours de validité à la demande du titulaire et que cette modification donne lieu à la délivrance d'un nouveau titre d'autorisation, celui-ci indique, le cas échéant, le montant des dépenses non amorties exposées en vertu du titre antérieur.

Article 7 - Retrait -

L'autorisation peut être retirée, en totalité ou en partie avant l'expiration du terme fixé, dans l'intérêt du domaine occupé ou pour des motifs d'intérêt général.

Dans ce cas, le titulaire peut prétendre à une indemnité égale, sous déduction de l'amortissement, au montant des dépenses engagées pour la réalisation des équipements ou installations autorisés et subsistant à la date du retrait.

Si le retrait de l'autorisation donne lieu à remise en état des lieux aux frais du titulaire, celui-ci est remboursé d'une quote-part des frais résultant de ces travaux, préalablement agréés par l'administration, proportionnellement à la durée d'amortissement dont il a été privé.

Article 8 - Résiliation -

L’autorisation est résiliée de plein droit, sans indemnité :

a) s’il n’en a pas été fait usage à l’expiration d’un délai d’un an à compter de la date à laquelle elle a été accordée, sauf disposition contraire de l’autorisation ;

b) en cas de liquidation judiciaire, de décès du titulaire ou de dissolution s’il s’agit d’une personne morale.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Inexécution des obligations -

En cas d'inexécution des obligations fixées par la présente autorisation le retrait de celle-ci peut être prononcé sans indemnité, le titulaire entendu.

Le retrait est prononcé après mise en demeure et expiration d’un délai qui ne peut être inférieur à un mois. Sa notification s’effectue dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8 ci-dessus.
A partir du jour où le retrait a été notifié au titulaire, la redevance cesse de courir, mais la portion de cette redevance afférente au temps écoulé devient immédiatement exigible. Les versements effectués demeurent acquis au Trésor.

**Article 10 - Remise en état des lieux**

Les équipements et installations établis par le titulaire de l'autorisation sur la zone de mouillage et d'équipements légers ou utilisés pour son exploitation doivent être démolis à la fin de l'autorisation et les lieux remis en l'état. Ces opérations sont effectuées aux frais du titulaire. Celui-ci en informe le préfet au moins deux mois avant le début des travaux.

Il n'est pas procédé à cette démolition :

a) en cas de renouvellement de l'autorisation ;
b) si une autorisation nouvelle est accordée ; dans ce cas, l'obligation de démolition et de remise en l'état afférente à l'autorisation précédente est transférée sur le nouveau titulaire ;
c) si le préfet notifie au titulaire de l'autorisation qu'il exige le maintien de tout ou partie des équipements et installations. Dans ce cas, l'État se trouve, à compter de cette notification, subrogé dans tous les droits du titulaire sur ces équipements et installations, qui doivent lui être remis en l'état sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte.

En cas de non-exécution des travaux de démolition, il peut y être pourvu d'office aux frais du titulaire de l'autorisation, après mise en demeure restée sans effet dans le délai qu'elle a fixé.

Le titulaire de l'autorisation demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou leur remise à l'administration.

**Article 11 - Règlement de police**

Un règlement de police établi conjointement par le préfet et le préfet maritime, pris après consultation du titulaire de l'autorisation, définit les chemins d'accès et les règles de navigation dans ces chemins et au voisinage de la zone, les mesures à prendre pour le balisage de la zone de mouillages, les prescriptions relatives à la conservation du domaine, la sécurité des personnes et des biens, la prévention et la lutte contre les accidents et les incendies et contre les pollutions de toute nature.

Un mois au plus tard après la notification qui lui est faite de cet arrêté, le titulaire de l'autorisation ou le gestionnaire adresse au chef du service maritime les consignes précisant à l'égard des usagers les conditions d'utilisation des ouvrages, outillages, installations et services, les règles prises pour la lutte contre l'incendie ainsi que les mesures relatives à la conservation et la propreté du plan d'eau et à la protection des navires et embarcations.
Le titulaire met en place les panneaux nécessaires, affiche ces consignes, les porte à la connaissance des usagers.

Lorsque la zone de mouillages n'est pas accessible par voie de terre aux véhicules spécialisés d'incendie et de secours, le titulaire de l'autorisation en informe les usagers au moyen de marques apparentes visibles de terre et du plan d'eau.

L'autorisation ne doit pas faire obstacle à l'adoption par l'autorité compétente de toute mesure relative à la police de la conservation et de l'utilisation du domaine public, à la police de la navigation, à la police des eaux et de la pêche et aux règles de sécurité.

**Article 12 - Entretien des installations**

Les dispositifs de mouillages et des équipements légers sont réalisés et disposés conformément aux conditions mentionnées à l'article 1er et maintenus en bon état sous la responsabilité du titulaire, à ses frais. Ces dispositifs ne doivent apporter aucune gêne à la navigation dans les chenaux, ni aux mouillages voisins autorisés.

Le titulaire de l'autorisation assure par des moyens appropriés la sécurité et la salubrité des lieux, et notamment l'évacuation des déchets et des effluents de toute nature, conformément à la législation en vigueur.

Toute modification apportée doit être signalée au chef du service chargé de la gestion du domaine public maritime.

**Article 13 - Sous-traité d'exploitation**

Le titulaire de l'autorisation peut, avec l'accord du préfet, confier à un tiers la gestion de tout ou partie de la zone de mouillages et d'équipements légers ainsi que de certains services connexes et la perception de redevances correspondantes. Il demeure toutefois seul responsable vis-à-vis de cette autorité.

**Article 14 - Rapports avec les usagers**

Les rapports du titulaire de l'autorisation ou du gestionnaire et des usagers sont régis par des contrats dont les conditions générales sont affichées, accompagnées des tarifs en vigueur, aux lieux où l'on accède normalement aux zones de mouillages et d'équipements légers.

**Article 15 - Signalisation maritime**

Le balisage de la zone de mouillages et de ses accès est réalisé et entretenu à ses frais par le titulaire de l'autorisation selon les instructions de l'autorité compétente.

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le service chargé de la signalisation maritime de tout changement constaté dans la situation du balisage.
Article 16 - Droits des tiers -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, l’autorisation est accordée sans aucun engagement de la part de l’État. La responsabilité de celui-ci ne saura être recherchée pour des dommages causés au titulaire ou à des tiers.

Article 17 - Modèle de contrat -

Un contrat conforme au modèle-type annexé au présent arrêté sera établi entre le titulaire et chaque usager.

Article 18 - Exécution et diffusion de l’autorisation -

- M. le Directeur Départemental de l’Equipement,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Maritimes,
- M. le Directeur des Services Fiscaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d’assurer l’exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Amélioration du présent arrêté sera adressée par les soins de M. le Directeur Départemental de l’Equipement à :

- M. le Préfet des Côtes-d’Armor,
- M. le Préfet Maritime de l’Atlantique,
- M. le Maire de PENVENAN,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Maritimes,
- M. le Directeur Régional des Douanes.

A Saint-Brieuc, le 08-27-597

Pour le Préfet Maritime et par délégation,

[Signature]

Pour le Secrétaire Général de la Préfecture et par délégation,
Le directeur départemental de l’Equipement

[Signature]
Annexe 5 : Plan joint à l’arrêté inter-préfectoral du 8 juillet 1997
Annexe 6 : Arrêté de prorogation du 27 novembre 2012

Arrêté interpréfectoral
Portant prorogation de l’autorisation d’occupation temporaire du domaine public maritime par une zone de mouillages et d’équipements légers au lieu-dit « Buguélès » sur le littoral de la commune de Penvenan

Le préfet des Côtes d’Armor
Officier de la Légion d’honneur

Le préfet maritime de l’Atlantique
Vice-amiral d’escadre

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L2122-1, L2124-1 et L2124-5, R2124-39 à R2124-55, R2124-56,
VU le code du domaine de l’Etat,
VU le code du tourisme, notamment les articles L341-8 et suivants, R.341-4,
VU le code de l’environnement, notamment les articles L.321-1, L.321-2, L.321-5, L.321-9 et L321-4,
VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-3 et L2212-4,
VU le code pénal, notamment l’article R610-5,
VU le code disciplinaire et pénal de la marine marchande,
VU le décret n°61-1547 du 26 décembre 1961 modifié fixant le régime des épaves maritimes,
VU le décret n°2004-112 du 6 février 2004 relatif à l’organisation de l’action de l’Etat en mer,
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’Etat dans les régions et départements,
VU l’arrêté interpréfectoral en date du 8 juillet 1997 autorisant l’occupation temporaire du domaine public maritime par une zone de mouillages et d’équipements légers au lieu-dit « Buguélès » sur le littoral de la commune de Penvenan accordée à la commune de Penvenan pour une durée de quinze ans à compter du 1er janvier 1998,
VU la demande en date du 16 novembre 2012 présentée par la commune de Penvenan, représentée par le Maire, sollicitant la prorogation de l’autorisation susvisée permettant l’exploitation de la zone de mouillages jusqu’au terme de la procédure à mener concernant la nouvelle demande d’autorisation.
CONSIDERANT les études engagées par le pétitionnaire aux fins d’élaboration du dossier de demande d’autorisation d’organisation d’une zone de mouillages et d’équipements légers au lieu-dit « Buguélès » et les délais nécessaires à l’instruction d’une telle demande,

CONSIDERANT qu’il est souhaitable de ne pas rompre la gestion de la zone de mouillage existante et d’assurer son existence juridique en prorogeant son titre d’occupation jusqu’au terme de la procédure de renouvellement,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRETENT

Article 1 : Prorogation de l’autorisation

Article 2 : Autres dispositions
Les autres dispositions de l’arrêté inter-préfectoral susvisé restent inchangées.

Article 16 – Recours contentieux
Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé aux ministres concernés. L’absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d’être déférée au tribunal administratif dans les deux mois ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 17 – Exécution
Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d’Armor, le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes d’Armor, le responsable du service France Domaine de la direction départementale des finances publiques, le maire de Penvenan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le document sera consultable dans le service compétent de la direction départementale des territoires et de la mer.

A Saint-Brieuc, le 27 NOV. 2012
Pour le Préfet et par délégation
Le chef du service activités maritimes et environnement littoral

[Signature]

Pour le Préfet maritime de l’Atlantique et par délégation
Le chef du service activités maritimes et environnement littoral

[Signature]
Destinataires :

- Bénéficiaire de l'autorisation
- Préfecture maritime de l'Atlantique – Division action de l'État en mer – BRCM – CC46 – 29240 Brest cedex 9
- Direction départementale des finances publiques – service France Domaine
- Direction interrégionale de la mer – Nord Atlantique – Manche Ouest / Division infrastructures et équipements de sécurité maritime / subdivision des phares et balises de Lézardrieux
- Préfecture des Côtes d'Armor (publication RAA)
- Direction départementale des territoires et de la mer/ délégation à la mer et au littoral/ unité Lannion/Paimpol
- Direction départementale des territoires et de la mer/ délégation à la mer et au littoral/ SAMEL
Annexe 7 : plan de la zone de mouillage actuelle au 1/250ème
Demande de renouvellement d’autorisation de mouillages à Buguélès - 2013

Annexe 8 : Tarif 2013 au port de Buguélès

ZONE DE MOUILLAGES GROUPES DE

BUGUELES

Toute personne désireuse de renouveler son droit de mouillage doit adresser ce formulaire dûment complété et signé, à la Mairie de PENVENAN accompagné de toutes les pièces demandées AVANT LE 10 MARS 2013. Passé ce délai, la demande ne pourra être satisfaite.

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT 2013
D’un droit de mouillage à BUGUELES au cours de la période du 01/04/2013 au 31/03/2014

<table>
<thead>
<tr>
<th>NOM :</th>
<th>PRENOM :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>ADRESSE PRINCIPALE :</th>
<th>TEL :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>ADRESSE SECONDAIRE :</th>
<th>PORTABLE :</th>
<th>COURRIEL :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>NOUVEAU BATEAU :</th>
<th>OUI / NON</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Le changement de caractéristiques doit faire l’objet d’une demande d’inscription sur la liste d’attente

| TYPE: Coque rapide – Vedette – Dériveur | NOM : |
| Pêche – promenade – Quillard – Pneumatique | |

<table>
<thead>
<tr>
<th>IMMATRICULATION</th>
<th>LONGUEUR HORS TOUT * :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>* 7 mètres MAXI</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>TIRANT D’EAU :</th>
<th>POIDS :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>TYPE DE PROPULSION :</th>
<th>VOILE ☐ MOTEUR ☒</th>
<th>COULEUR :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>N° DU CORPS MORT 2012 :</th>
<th>RATELIER ANNEXE : OUI ☐ NON ☐</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| DATES MISE À L’EAU ET SORTIE PREVUES * : | |
|-----------------------------------------||

* Toute modification doit obligatoirement être signalée au préalable à la Capitainerie
PIECES A JOINDRE IMPERATIVEMENT

- **PHOTOCOPIE DU CONTRAT D’ASSURANCE EN COURS**
  
  **PAIEMENT** : Joindre un chèque de 190 € libellé à l’ordre du Trésor public

- **ACTE DE FRANCISATION** ou carte de circulation (photocopie) pour les nouveaux bateaux.

**NB** : Le présent document, renvoyé **COMPLET** paraphé et signé **avant le 10 mars 2013**, vaudra contrat de mouillage:

- à compter de la date de mise à l’encaissement des droits **et de l’édition de la facture** correspondante
  
  *(En l’absence, il est réputé n’avoir aucune existence juridique)*,

- à défaut de dénonciation par la Commune,

**Toute inexactitude dans les renseignements ci-dessus entraîne de plein droit la nullité du contrat.**

Capitainerie : Tél/Fax : 02.96.92.89.11

MAIRIE – 10, Place de l’Eglise – 22710 PENVENAN

Site internet : www.ville-penvenan.fr
Demande de renouvellement d’autorisation de mouillages à Buguélès - 2013

CAPITAINERIE
7, Boulevard de la mer à Port-Blanc
capitainerie@ville-penvenan.fr
Du 6 avril au 31 août 2013 : lundi et samedi matin de 9h à 11h
PERMANENCES SPECIALES RECEPTION DES DEMANDES DE RENOUVELLEMENT :
Samedis 16 et 23 février & 2 et 9 mars de 9h à 11h

Je soussigné (e) ...............................................................

- sollicite le renouvellement de la location d’un mouillage au Port de Buguélès – zone de
  mouillages groupés pour la période :
  du…………………………………………… au……………………………………………
  catégorie………………………………………
  N° : ..............................................

- m’engage à respecter les dispositions du règlement de police et du règlement intérieur dont j’ai
  pris connaissance

- atteste que le contrat d’assurance souscrit par mes soins couvre l’ensemble des risques
  mentionnés à l’article 4 du règlement particulier de police de la zone de mouillages.

A………………………… le .................................................................
L’usager
Mention « lu et approuvé »,
Signature

<table>
<thead>
<tr>
<th>CADRE RÉSERVÉ À LA CAPITAINERIE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Date de Réception</td>
</tr>
<tr>
<td>Assurance complète</td>
</tr>
<tr>
<td>Complété le</td>
</tr>
<tr>
<td>Dossier complet</td>
</tr>
<tr>
<td>Date d’encaissement</td>
</tr>
<tr>
<td>Facture</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de MOUILLAGE</td>
</tr>
<tr>
<td>RACK A ANNEXE</td>
</tr>
<tr>
<td>Rejet motif</td>
</tr>
<tr>
<td>Date de renvoi à l’intéressé</td>
</tr>
</tbody>
</table>
**ZONE DE MOUILLAGES GROUPES DE BUGUELES** :

Redevance annuelle due pour la location d’un bloc de mouillage non équipé d’élément d’amarrage :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Période du 1er avril 2013 au 31 mars</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Mouillage non équipé</strong> :</td>
</tr>
<tr>
<td>(dont 66 € de redevance domaniale,)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>190 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**EXTRAIT DU REGLEMENT PORTUAIRE** (consultable sur le site et à disposition en intégralité à la capitainerie):

- La mise à l’eau doit faire l’objet de l’accord préalable de la capitainerie,
- La location et le prêt du mouillage pour un autre bateau que le sien sont interdits à un attributaire,
- Si le bateau doit être absent de son mouillage pour une durée supérieure à 3 jours l’attributaire du mouillage en informe la capitainerie et précise au mieux la date éventuelle du retour,
- Pendant cette période le maître de port peut disposer du mouillage au profit d’un autre bateau,
- Ne pas laisser dépasser l’hélice d’un moteur hors bord en position haute sans protection (seau, panier),
- Vérifier souvent l’état de vos amarres et manilles,
- L’utilisation d’un emplacement de râtelier pour annexe nécessite l’accord formel de la capitainerie qui attribue au demandeur un numéro réservé figurant sur la facture d’attribution ou de renouvellement de mouillage.

**PERMANENCES CAPITAINERIE**

- 7, boulevard de la mer PORT-BLANC
- capitainerie@ville-penvenan.fr
- Du 6 avril au 31 août 2013 : lundi et samedi matin de 9 à 11 h

**PERMANENCES SPECIALES RECEPTION DES DEMANDES DE RENOUVELLEMENT** :

- Samedis 16 et 23 FEVRIER & 2 et 9 MARS : de 9 à 11 heures

**MAIRIE** – 10, Place de l’Église – 22710 PENVENAN

Tél : 02.96.92.67.59 – Télécopie : 02.96.92.74.64

**Site internet** : www.ville-penvenan.fr
Annexe 9 : Points GPS WGS84 de la zone de mouillage de Buguélices, et de la zone d'hivernage du Bilo

<table>
<thead>
<tr>
<th>POINT</th>
<th>Coordonnées Lambert CC48</th>
<th>Coordonnées GPS WGS84</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>POINT A</td>
<td>1239874,15</td>
<td>48,5059851</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT B</td>
<td>1239850,114</td>
<td>-3,1652639</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT C</td>
<td>1240193,88</td>
<td>48,507937</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT D</td>
<td>1240231,132</td>
<td>-3,1628828</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT E</td>
<td>1240013,225</td>
<td>48,5051522</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT F</td>
<td>1239939,693</td>
<td>-3,1642004</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT G</td>
<td>1239935,003</td>
<td>48,5055616</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>POINT</th>
<th>Coordonnées Lambert CC48</th>
<th>Coordonnées GPS WGS84</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>POINT A</td>
<td>1239625,44</td>
<td>48,5058444</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT B</td>
<td>1239600,88</td>
<td>-3,1672862</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT C</td>
<td>1239665,88</td>
<td>48,5048638</td>
</tr>
<tr>
<td>POINT D</td>
<td>1239812,031</td>
<td>-3,1656902</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 10 – Synthèse actions GIZC

Pays du Trégor-Goëlo
Gestion Intégrée de la Zone Côtière
Synthèse des ateliers Terre et Mer
15 novembre 2013
9h30 - 12h00
Salle du Sémaphore à Trébeurden
Sommaire

Tableau des actions prioritaires.................................................................................. 3

Atelier 1
Pêche, agriculture, conchyliculture : conforter la place des activités primaires.................. 4

Atelier 2
Anticiper l’évolution du trait de côte et s’adapter aux effets du changement climatique.......... 7

Atelier 3
Valoriser la complémentarité terre et mer pour un tourisme durable.............................. 9

Atelier 4
Développer durablement la plaisance et le nautisme....................................................... 12

Rappel
Dans le cadre de la démarche GIZC du Pays du Trégor-Goëlo, des ateliers « Terre et Mer » et des visites ont été organisées depuis novembre 2012 autour de quatre thématiques :
- Le maintien des activités primaires (agriculture, pêche, conchyliculture, aquaculture)
- L’évolution du trait de côte et l’adaptation au changement climatique
- La plaisance, le nautisme et le développement durable
- Le tourisme et les liens terre-mer

Un premier cycle d’ateliers a permis de partager un état des lieux du territoire (atouts, faiblesses, besoins). Lors d’un second cycle d’ateliers, les participants ont formulé, d’après cet état des lieux, des propositions d’objectifs à atteindre, et d’actions à mettre en œuvre. Ces propositions, reprises ci-dessous, ont été validées par le Comité de pilotage de la démarche GIZC le 26 septembre 2013.

L’objectif des ateliers Terre et Mer du 15 novembre 2013 était de :
- Examiner les propositions d’actions pour identifier, par thématique 3 à 4 actions prioritaires.
- Se projeter dans une phase opérationnelle de la démarche GIZC au-delà de 2013.

Les actions prioritaires retenues ont ainsi été détaillées par les participants aux ateliers. Les tableaux présentés dans cette synthèse ont été renseignés à cette occasion. Non exhaustifs, ils constituent une base de travail et pourront être complétés par la suite si nécessaire.
### Tableau des actions prioritaires

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pêche, agriculture, conchyliculture : conforter la place des activités primaires</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. Favoriser l’innovation technique, technologique et étudier le développement d’une filière aigue</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>2. Diversifier les cultures sur les parcelles conchylicoles et développer l’aquaculture intégrée</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3. Favoriser la création d’unités de transformation des produits locaux</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>4. Communiquer sur l’existant</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Anticiper l’évolution du trait de côte et s’adapter aux effets du changement climatique</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>5. Vulgariser et rendre accessibles à tous les données générales et locales</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>6. Organiser l’acquisition des données de terrain</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7. Repenser les documents d’urbanisme par rapport aux impacts du changement climatique dans une vision centennale</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Valoriser la complémentarité terre et mer pour un tourisme durable</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8. S’appuyer sur les estuaires et vallées pour recreer le lien terre-mer</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>9. S’appuyer sur les sites emblématiques pour créer des passerelles entre territoires</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>10. Mettre en place des dispositifs de formation vers les professionnels du tourisme pour mieux connaître le territoire</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Développer durablement la plaisance et le nautisme</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>11. Engager une réflexion sur un schéma de carénage local</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>12. Compléter l’inventaire des cales et mener une réflexion prospective</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13. Conserver les mouillages patrimoniaux pour les bateaux en bois</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14. Améliorer la collecte et le traitement des déchets</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Atelier 1
Pêche, agriculture, conchyliculture : conforter la place des activités primaires

Animateur : Fabrice JAULIN, Nature&Culture
Rapporteur : Xavier LE GAL, SAGE Argoat Trégor Goelo

Participants
Marion BOURHIS, Conseil Général 22
Jean-Jacques COTON, Communauté de communes du Haut Trégor
Marc DANJON, CEVA
Gérard FALEZAN, Conseil de développement du Pays du Trégor-Goelo
Catherine INGRAND, Conseil de développement du Pays du Trégor-Goelo
Yves LE BIHAN, CCI 22
Malwenn LE BORGNE, Lannion Trégor Agglomération Natura 2000
Xavier LE GAL, SAGE Argoat Trégor Goelo
Nathalie PALMÉNTY, Caisse Maritime d'Allocations Familiales
Guillaume ROSTOLL, UCP'T

Examiner les propositions d'actions pour identifier les actions prioritaires

Actions prioritaires :
1. Favoriser l'innovation technique, technologique et étudier le développement d'une filière algue
2. Diversifier les cultures sur les parcelles conchylicoles et développer l'aquaculture intégrée
3. Favoriser la création d'unités de transformation des produits locaux
4. Communiquer sur l'existant
**1. Favoriser l’innovation technique, technologique et étudier le développement d’une filière algue**

| Qui ? | Acteur principal :  
CEVA (aquaculture)  
Station d’essai de Pleumeur-Gautier (agriculture)  
Partenaires :  
Comité départemental des pêches, Comité Regional Conchyliole, Zooôle,  
Chambre d’agriculture, ADIT (industrie), CG 22 |
|---|---|
| Ou ?  
(sur quel périmètre ?) | Pays du Tregor-Goélo |
| Quand ? (calendrier) | Immédiatement |
| Comment ? | Programme porté avec le soutien du Pays (Pays facilitateur) |

**2. Diversifier les cultures sur les parcelles conchylicoles et développer l’aquaculture intégrée**

| Qui ? | Acteur principal :  
CEVA et entreprises conchylicoles  
Partenaires :  
Comité départemental des pêches, Comité Regional Conchyliole, Association de soutien aux pêcheurs du Tregor-Goélo, Homardiens des côtes de France, gestionnaires opérateurs des sites Natura 2000, direction mer et littoral du CG22, Ibremer, universitaires, 2 SAGE, 2 SCOT…. |
|---|---|
| Ou ?  
(sur quel périmètre ?) | Concessions conchylicoles du Tregor-Goélo |
| Quand ? (calendrier) | Des la levée des verrous réglementaires  
Algues poissons et coquillages : en cours |
| Comment ? | Vulgarisation de l’innovation auprès des professionnels |
### 3. Favoriser la création d'unités de transformation des produits locaux

| Qui ?          | Acteur principal : |
|               | Pays du Trégor-Goëlo |
|               | Partenaires : Structures d’aide à la création, boutiques de gestion, chambres consulaires, collectivités territoriales… |
| Où ? (sur quel périmètre ?) | Dépasser le périmètre du Pays Trégor-Goëlo |
| Quand ? (calendrier) | Tenir compte du calendrier Pays/Région et Leader |
| Comment ? | Mettre en place un groupe de travail, animation type GIZC |
|             | Réfléchir à la portée territoriale |

### 4. Communiquer sur l’existant

| Qui ?          | Acteur principal : |
|               | Filières, professionnels |
|               | Partenaires : |
| Où ? (sur quel périmètre ?) | Dépasser le périmètre du Pays Trégor-Goëlo |
| Quand ? (calendrier) | Cf professionnels/debut 2014 |
| Comment ? | Mettre en place un groupe de travail, animation type GIZC |
Atelier 2
Anticiper l’évolution du trait de côte et s’adapter aux effets du changement climatique

Animatrice : Sylvie JEZEQUEL, NatureBCulture
Rapporteur : Odile GUERIN, Commune de Trebeurden

Participants
Isabelle CLEARCH, Lannion-Tregor Agglomération
Rozenn COADIC, SAGE Baie de Lannion
Patrick DESCLAUD, Eau et rivières de Bretagne
Odile GUERIN, Commune de Trebeurden
Yves LEBAHY, Geographes de Bretagne
Christian LE YAOUANC, Avenir du Littoral
Maryannick LOVIELLE, Particulier
Éric POULOUI, Communauté de communes du Haut Trégor
Inès REVILLA, Étudiante
Jean-Pierre TRILLET, Conseil de développement du Pays du Trégor-Goëlo

Examiner les propositions d’actions pour identifier les actions prioritaires
Anticiper l’évolution du trait de côte et s’adapter aux effets du changement climatique

Actions prioritaires :
5. Vulgarter et rendre accessibles à tous les données générales et locales
6. Organiser l’acquisition des données de terrain
7. Repenser les documents d’urbanisme per rapport aux impacts du changement climatique dans une vision centennale
5. Vulgariser et rendre accessible à tous les données générales et locales

**Qui ?**
- Acteur principal :
  - Pays du Tregor-Goëlo
- Partenaires :
  - Services de l'Etat, communes, communautés de communes, scientifiques, universitaires, associations, établissements scolaires

**Où ?**
- Pays Tregor-Goëlo
- (sur quel périmètre ?)

**Quand ? (calendrier)**
- À commencer dès 2014
- Communes les plus concernées en urgence

**Comment ?**
- Tous les moyens
  - Mettre en place un groupe de travail

6. Organiser l'acquisition des données de terrain

**Qui ?**
- Acteur principal :
  - Pays du Tregor-Goëlo
- Partenaires :
  - Universités, services de l'Etat, structures professionnelles, communes, associations, citoyens, établissements scolaires

**Où ?**
- Pays Tregor-Goëlo
- (sur quel périmètre ?)

**Quand ? (calendrier)**
- 2014

**Comment ?**
- Endroits de dépôts de documents, témoignages, conférences, journaux, expositions
  - Etudes de terrain, d'archives
  - Observations faisant appel au citoyen (science participative…)
  - et tous autres moyens

7. Repenser les documents d'urbanisme par rapport aux impacts du changement climatique dans une vision centennale

**Qui ?**
- Acteur principal :
  - Les SCOT, les communes pour leur PLU
- Partenaires :
  - Le Pays et les Services de l'Etat, associations, citoyens

**Où ?**
- Périmètre des SCOT
- (sur quel périmètre ?)

**Quand ? (calendrier)**
- Dès 2014

**Comment ?**
- Création d'un guide méthodologique pour influer sur la commande publique
  - Mise en place d'ateliers de travail communaux en amont, réunions d'arbitrage
Atelier 3
Valoriser la complémentarité terre et mer pour un tourisme durable

Animateur : Nicolas BERNARD, NatureBCulture
Rapporteur : Jacqueline LE GOFF, Office de tourisme Lannion Trégor Agglomération

Participants
Louis AUGES, Office de tourisme
Christelle BACOR, Pays du Trégor-Goëlo
Martine BLANDIN, Educateur environnement-particulier
Bruno COURTOIS, Amicale des misainiers du Trégor, citoyen
Jacqueline LE GOFF, Office de tourisme Lannion Trégor Agglomération
Marcel LE GUIRINEC, Conseil de développement du Pays du Trégor-Goëlo
Marie LE SCANVE, Maison du Littoral
Aurelien LORO, Independant
Guy-Noël OLLIVIER, Centre de découverte du son
Ghislaine ROCHARD, Pays touristique du Trégor-Goëlo

Examiner les propositions d’actions pour identifier les actions prioritaires
Valoriser la complémentarité terre et mer pour un tourisme durable

6. S’appuyer sur les sites emblématiques tout en imaginant d’autres destinations
5. S’appuyer sur les estuaires pour recréer le lien terre-mer
1. Mettre en place des dispositifs de formation vers les professionnels du tourisme pour mieux connaître le territoire
8. Créer des parc terroir-mer activités/visites et hébergements
3. Travail sur la façon dont chaque territoire doit renouer vers les autres territoires
7. Experimenter un lieu de vente des produits locaux sur un site à fort passage touristique
4. Faire de l’habitant « l’ambassadeur de son territoire »
2. Élaborer un document de synthèse qui serve d’interface avec la population

Actions prioritaires :
8. S’appuyer sur les estuaires et vallées pour recréer le lien terre-mer
9. S’appuyer sur les sites emblématiques pour créer des passerelles entre territoires (actions 3 et 6)
10. Mettre en place des dispositifs de formation vers les professionnels du tourisme pour mieux connaitre le territoire
### 8. S’appuyer sur les estuaires et vallées pour recréer le lien terre-mer

**Qui ?**

Auteur principal :
Pays Touristique Trégor Goëlo dans un souci de coordination des auteurs présents sur chaque estuaire

Partenaires :
Maison de l’estuaire, association de la vallée du Léguer, Pays du Trégor-Goëlo, maison du littoral de Plougrescant, Maison des talus de Pouldouran, Centre de Belle Isle en Terre, Association sites et patrimoine

**Où ?**

(sur quel périmètre ?)

Les estuaires et vallées du Jaudy, Léguer, Trieux

**Quand ?**

(calendrier)

**Comment ?**

Tendre à une cohabitation entre vision globale des estuaires (une mutualisation) et les spécificités de chaque estuaire.

Développer les outils d’animations autour des estuaires / un groupe de coordination pour définir les animations, une communication commune et plus visible et complémentaire.

### 9. S’appuyer sur les sites emblématiques pour créer des passerelles entre territoires

**Qui ?**

Auteur principal :
Pays Touristique Trégor Goëlo

Partenaires :
Pays, CG 22, EPCI et Communes, Professionnels du tourisme, CRT, Associations, offices de tourisme, Pays touristique Terres d’Armor, Pays de Guingamp

**Où ?**

(sur quel périmètre ?)

Au-delà du PTG en cohérence avec les réseaux bretons, bassins de vie et cultures locales

**Quand ?**

(calendrier)

2014 : préparation
2015 : lancement

**Comment ?**

Trouver des thématiques de destination à côté des sites de destination, pour construire de nouvelles offres et demandes.

Travailler sur la façon dont chaque territoire doit renvoyer vers les autres territoires : faire des passerelles, s’appuyer sur les gratuits de l’été tous les soirs dans une ville différente pour structurer la communication sur les autres sites (payants), valoriser et distribuer le kit de communication Trégor Rural, avoir un recensement des réseaux locaux de développement local et d’animation du territoire, créer des guides culturels (cf. Guide Paimpol Brehat de Côtes d’Armor tourisme)... Exemple : le Trégor rural en s’appuyant sur des thèmes fédérateurs : le lien, la reconnaissance du travail de l’homme, les cohérences territoriales historiques, l’habitant, la création locale, le savoir local, l’accès à la mer, les zones de frontière (Trégor-Léon par exemple).
Se projeter dans une phase opérationnelle de la démarche GIZC au-delà de 2013

10. Mettre en place des dispositifs de formation vers les professionnels du tourisme pour mieux connaître le territoire

| Qui ? | Acteur principal :
|       | Pays touristique du Trégor-Goëlo
|       | Partenaires :
|       | Offices de tourisme, REEB, EPCI, Associations, Chambres consulaires, Maison de l’emploi et de la formation, personnes ressources, FROTSI
|       | Cibles : professionnels du tourisme à l’année / saisonniers
| Où ? (sur quel périmètre ?) | À l’échelle du pays / approche globale sur le pays en s’appuyant sur des lieux ressources pour l’organisation des formations (lin et Pala fret par exemple)
| Quand ? (calendrier) | 2014 : Création groupe de travail / préparation de la formation
|       | 2015 : mise en œuvre et expérimentation / partage sur l’existant
|       | 2016 : montée en puissance de la formation
|       | Début d’année / fin d’année pour les professionnels à l’année
|       | Juin : point spécifique sur les saisonniers
| Comment ? | Identifier le fond du programme avec groupe de travail et s’appuyer sur les programmes existants : nouveaux programmes ou étoffer les edu tour ?
|       | Bâtir des programmes financiers par les OPCA (programmes sur plusieurs jours) pour être vigilant sur le coût minime de la formation, caractère incitatif.
|       | Imaginer et rassembler des supports de formation et des outils spéciaux.
Atelier 4
Développer durablement la plaisance et le nautisme

Animatrice : Gaëlle CORVISIER, Pays du Tregor-Goëlo
Rapporteur : Yvon ROCHARD, Amicale des misaniers du Tregor

Participants
Stephanie ALLANIUX, Communauté de communes Paimpol-Goëlo
Philippe BAIL, Amicale des misaniers du Tregor
Anne BESNIER, Communauté de communes du Haut-Tregor
Alain BRUX, Amicale des misaniers du Tregor
Olivier CARIVANTAN, Amicale des misaniers du Trégor
François DELEMASURE, CLUPP Treguier
Yves EVEN, Plaisancier du Jaudy
Cyril GAUTIER, indépendant
Camille GOUNOU, Chambre Régionale des Métiers et de l’Artisanat
Loïs HUCHET, Communauté de communes Paimpol-Goëlo
Pierre LE MAUFF, Amicale des misaniers du Tregor
Alain LE QUELLEC, Fédération du mérite maritime
Guy PRIGENT, Conseil Général 22
Yvon ROCHARD, Amicale des misaniers du Trégor
Jean-Marie TERRADE, Interactions pleine nature / REEB
Gaëlle THOUVÉVENT, Pays du Tregor-Goëlo

Examiner les propositions d’actions pour identifier les actions prioritaires

Développer durablement la plaisance et le nautisme

1. Engager une réflexion sur un schéma de carénage local
2. Compléter l’inventaire des calles et mener une réflexion prospective
3. Conserver les mouillages patrimoniaux pour les bateaux en bois
4. Améliorer la collecte et le traitement des déchets
Demande de renouvellement d’autorisation de mouillages à Buguélès - 2013

Services techniques Penvenan
Page 87
### 13. Conserver les mouillages patrimoniaux pour les bateaux en bois

<table>
<thead>
<tr>
<th>Qui ?</th>
<th>Acteur principal : Amicalo des misainiers du Tregor</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Partenaires : CG, communes, communautés de communes, Region, associations professionnelles, organisateurs de fête maritime, associations culturelles, associations d’insertion et comité technique d’éducation à l’environnement...</td>
</tr>
<tr>
<td>Ou ?</td>
<td>Bassins de navigation</td>
</tr>
<tr>
<td>Quand ? (calendrier)</td>
<td>Dès que possible</td>
</tr>
<tr>
<td>Comment ?</td>
<td>Elargir la reflexion : - au patrimoine en général (histoire, conception des bateaux...) - aux cimetières de bateaux - S’assurer de l’articulation avec les politiques publiques - Intégrer un volet sensibilisation - Peu de moyens financiers nécessaires</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### 14. Améliorer la collecte et le traitement des déchets

<table>
<thead>
<tr>
<th>Qui ?</th>
<th>Acteur principal : SCOT, SAGE, Collectivités compétentes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Partenaires : Collectivités, chambres consulaires, usagers, État, collecteurs de déchets et Région...</td>
</tr>
<tr>
<td>Ou ?</td>
<td>Bassins de navigation</td>
</tr>
<tr>
<td>(sur quel périmètre ?)</td>
<td>Dès que possible</td>
</tr>
<tr>
<td>Quand ? (calendrier)</td>
<td>Se rapprocher de la Région, qui mène une réflexion concernant les fusées de détresse Organiser un ramassage une à deux fois par an</td>
</tr>
<tr>
<td>Comment ?</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

---

*Se projeter dans une phase opérationnelle de la démarche GIZC au-delà de 2013*